Coup d'envoi de la campagne électorale

Vénézuela *Page 7*





Situation de la course automobile au Québec

Sport automobile *Page 9*

L'Atelier

À l'oeuvre pour l'information

NUMÉRO 3 MERCREDI 3 AVRIL 2013 RECYCLEZ S.V.P.

Appels frauduleux: un premier accusé

Une première personne a été accusée dans le cadre de l'affaire des appels frauduleux survenus lors des élections fédérales de 2011. Michael Sona, qui travaillait à l'époque pour les conservateurs dans la circonscription de Guelph, est poursuivi suite à une enquête menée par Élections Canada.



Michael Sona

Âgé de 24 ans, Sona serait contrevenu à l'alinéa 491(3)(d) de la Loi électorale du Canada en empêchant volontairement ou en tentant d'empêcher un électeur de voter. Il risque d'être condamné au maximum à une amende de 5 000$ et à cinq ans de prison.

Dans un communiqué, le commissaire aux élections fédérales, Yves Côté, a dit espérer *«que l'accusation que nous avons portée aujourd'hui fera clairement comprendre que de tels abus sous la Loi électorale du Canada ne seront pas tolérés.» «La vive réaction du public aux appels téléphoniques frauduleux reçus par des électeurs de Guelph lors de l'élection générale de mai 2011 montre à quel point les Canadiens ont été troublés par ce qui s'est produit»*, a-t-il ajouté.

Au moment des faits qui lui sont reprochés, Sona travaillait pour le compte du candidat conservateur Marty Burke. Ce dernier a finalement été défait dans Guelph par son opposant libéral. Des électeurs de cette cir-

VOIR EN PAGE 12 : APPELS



JOHN CANTLIE AGENCE FRANCE PRESSE

Des rebelles syriens inspectent des armes russes.

Traité historique

L'ONU adopte le premier accord sur le commerce des armes à feu

Les Nations unies ont adopté mardi un traité sans précédent pour encadrer le commerce des armes à travers le monde, une industrie de plusieurs milliards de dollars. De nombreux acteurs majeurs de ce marché se sont pourtant abstenus de voter.

Le traité historique a été adopté à 154 voix contre 3, avec 23 abstentions. Les 193 pays membres ont voté après que l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie aient tenté de bloquer l'adoption de l'accord par consensus lors des négociations jeudi dernier. Ce sont ces trois pays qui ont voté contre la résolution.

Le traité historique a été adopté à 154 voix contre 3, avec 23 abstentions.

Des 23 pays qui se sont abstenus, on retrouve certains principaux exportateurs, comme la Russie et la Chine, ou même des acheteurs de ces armes, comme l'Égypte, l'Inde et l'Indonésie.

Ce vote conclut une campagne amorcée il y a plus de 10 ans par des activistes et quelques gouvernements pour règlementer le commerce d'armes à travers le monde, qui s'élève à près de 60 milliards de dollars, et éviter que des armes illégales ne se retrouvent entre les mains des terroristes, des groupes d'insurgés et des organisations criminelles.

L'entente ne s'appliquera pas à l'usage des armes au niveau national, mais elle exigera que chaque pays établisse une règle-

VOIR EN PAGE 12 : **ONU**

AUJOURD'HUI



DAVID DUFRESNE-DENIS L'ATELIER

Réal Maynard, responsable des transports au comité exécutif de Montréal

Actualité> **Voitures en libre service** *Page 3*

Politique > **Rapport** de l'OIT sur Postes Canada *Page 6*

Économie> **Soutien** aux jeunes entrepreneurs *Page 8*

Culture> **Le Pérou** sur tous les fronts *Page 10*

Plus de corruption, moins de stages

Les étudiants en génie civil et géologique peinent à trouver un stage d'été.

OLIVIER LEFEBVRE

Les étudiants doivent redoubler leurs efforts en génie civil et géologique afin de se dénicher un stage à temps plein. Obligatoire dans leur formation, les offres de stages se font rares et l'été approche. Les révélations de la Commission Charbonneau ont pour effet de suspendre les projets d'envergure de plusieurs entreprises qui préfèrent attendre le rapport final de la commission avant de reprendre leurs activités.

Allan Doyle, directeur du service des stages et du placement à l'école Polytechnique Montréal, remarque une baisse des offres en génie civile et génie géologique. *«La géologie est aussi touchée puisque les ingénieurs sont appelés dans les pré-projets pour caractériser les sols.»* Le directeur a remarqué cet impact principalement dans la région de Montréal.

David Rizk, étudiant en génie géologique à l'école Polytechnique Montréal, cherche toujours un stage pour l'été. *«Nous sommes 24 dans ma cohorte et seulement sept étudiants ont trouvé un stage pour l'été.»* Une situation qui ne préoccupe pas beaucoup l'étudiant. *«Je ne suis pas stressé puisqu'on est plusieurs dans la même situation. On va trouver une situation plus tard.»*

Allan Doyle espère que les offres se feront plus nombreuses au mois de mai, cependant il remarque un retard important par rapport à l'an dernier. *«Différentes possibilités sont étudiées, notamment celle de compléter le stage à temps partiel pendant les cours»*, propose-t-il. Simon Constantineau, étudiant en génie civil dans la même institution, ne pourrait pas envisager une solution de la sorte. *«J'ai un emploi à temps partiel et j'ai dû arrêter à cause de l'importante charge de travail à la Polytechnique»*, confie l'étudiant qui doit aussi subvenir à ses dépenses.

Pour la majorité, les stages en génie géologique sont offerts en région puisqu'ils prennent place dans les mines. David Rizk assure que ce ne serait pas possible dans sa situation. L'étudiant a complété un stage en Abitibi-Témiscamingue l'été dernier. Il a envisagé une solution : *«Si je n'arrive pas à en trouver un pour cet été, j'en ferai deux de suite pour un total de huit mois.»*

RÉPUTATION

Les noms d'entreprises de génie-conseil révélés à la Commission Charbonneau n'ont pas de portée sur le choix des étudiants affirme Allan Doyle. *«Les étudiants savent*

VOIR EN PAGE 12 : **GÉNIE CIVIL**



DAVID DUFRESNE-DENIS L'ATELIER

Des stages à temps partiel pourraient être envisagés.

ACTUALITÉ



FÉLIX DELAGE-LAURIN L'ATELIER

Les comédiens Pierre Lebeau et Michel Charette étaient heureux de servir le repas à l'Accueil Bonneau

ITINÉRANCE

Les Boys visitent la rue

Les comédiens s'improvisent serveurs à l'Accueil Bonneau

ALEXANDRA PICHÉ

Un itinérant se fait servir son repas du matin à l'Accueil Bonneau par l'une de ses idoles. *«Hey Méo! J'suis un peu en r'tard me laisse tu une chance? Juste une petite chance!»*, lance-t-il au comédien qui incarne Méo dans la série Les Boys, Pierre Lebeau. Un peu surpris, il lui répond avec la voix de son personnage, visiblement très populaire auprès des hommes de l'endroit. Les deux hommes pouffent de rire. Pierre Lebeau lui donne une tape sur l'épaule, l'homme retourne manger le sourire aux lèvres.

Tout comme lui, Serge, un grand gaillard surnommé Ozzy par les intervenants de l'endroit, est très heureux de rencontrer les acteurs de la série qu'il adore. Le directeur de l'Accueil Bonneau, Aubin Boudreau, est surpris de le voir aussi à l'aise avec les comédiens. *«Il y a moins d'un an, il était dans le rue et il était totalement indifférent aux gens qui voulaient l'aider. Maintenant, il est un de nos gars réguliers et son isolement social est brisé, raconte-t-il la voix pleine d'émotion. Pour nous il est une réussite.»* Ozzy habite maintenant dans l'un des 166 studios de l'Accueil Bonneau et il assiste aux activités. Il fait aussi partie du programme de fiducie de la maison d'accueil. Il rencontre donc un intervenant une fois par semaine afin de discuter de la gestion de son argent. *«150 de nos gars confient la gestion de leur finance aux intervenants de la maison, afin de les aider à conserver de l'argent pour combler leurs besoins»*, explique Aubin Boudreau.

«Hey toé mon pourri d'arbitre! Vous êtes tous des vendus», dit Ozzy d'un ton blagueur au comédien qui incarne Marcel dans Les Boys, Luc Guérin. Le comédien a discuté longuement avec le fan de la série qui connaissait d'ailleurs la plupart des répliques par coeur. Discuter avec lui l'a touché et lui a donné envie de retourner faire du bénévolat à l'Accueil Bonneau. *«Je suis venu ici en tant que citoyen, car je crois que tout bon citoyen doit s'impliquer dans une cause. Je suis très touché par ces gens qui sont rejetés par le système. Il ne faut jamais oublier qu'ils sont humains et qu'ils en ont beaucoup à nous apprendre.»*

Les comédiens ont aussi été impressionnés par l'organisation et la propreté de l'endroit. Pour Aubin Boudreau, ce sont deux éléments essentiels. *«Il est vraiment important que l'endroit soit propre et bien structuré, pour montrer à "nos gars" qu'ils sont ce qu'il y a de plus important pour nous.»* Le directeur ajoute que souvent les gens vivant dans la rue ont coupé les ponts avec leurs familles. *«C'est pour ça que c'est important de leur donner de l'attention et de les traiter avec dignité pour qu'ils sachent qu'ils ne sont pas rejetés.»*

«Il faut montrer à "nos gars" qu'ils sont ce qu'il y a de plus important pour nous.»

Hier à l'Accueil Bonneau, c'était une journée calme. Selon M. Boudreau, la période la plus achalandée de l'année approche.

«Contrairement à ce qu'on peut penser, l'été, le nombre de repas distribués par jours passe d'environs 700 à 1000. Le beau temps permet "aux gars" de se déplacer plus facilement», indique-t-il. L'hiver certains d'entre eux mangent beaucoup moins bien, car le froid les empêche de se déplacer à bicyclette ou à pied pour venir manger, ajoute le directeur. La fin du mois est aussi un moment plus achalandé, selon lui. *«Au début du mois, les itinérants reçoivent leur chèque du gouvernement, ils en profitent souvent donc pour aller se garer dans les brasseries et les tavernes. À la fin du mois, ils n'ont plus d'argent et sont plus portés à venir manger ici.»*

Les comédiens ont eu la chance de faire une visite guidée de l'endroit. De la salle à manger, au centre de jour en passant par la salle de couture et l'atelier d'arts et de musique, les Boys ont été reçu par des hommes et des bénévoles heureux et accueillants, la plupart d'entre eux fans de la populaire série. Les "gars" de l'Accueil Bonneau ont pu leur montrer les oeuvres d'arts qu'ils ont fait à l'atelier. Ces oeuvres qui leur permettent de se défouler et d'exprimer ce qu'ils ressentent, selon ces artistes de la rue.

La visite s'est terminée au Centre de jour où Ozzy, qui s'y était rendu pour voir ses idoles une dernière fois, a pu prendre des photos avec eux et leur dire au revoir. Les comédiens quittent le centre avec l'idée d'y retourner pour voir les boys de la rue. *«J'ai promis un coffret de la série à l'un des hommes à qui j'ai servi le déjeuner ce matin, affirme le comédien qui incarne Stan dans la série, Rémy Girard. Une promesse c'est une promesse, c'est certain que je vais revenir sous peu pour lui apporter.»*

L'Atelier

DISCRIMINATION

La CSN crie victoire

AMINE MALKI

«C'est une victoire importante contre un système discriminatoire mis en place par un syndicat délinquant», s'exclame le président de la CSN-Construction, Jean Lacharité à propos de la décision de la juge administrative Kim Legault dans le dossier des discriminations sur les chantiers de la Côte-Nord.

Au cours d'une conférence qui a eu lieu hier dans les locaux de la CSN, les dirigeants du syndicat se sont exprimés sur la décision de la Commission des relations du travail concernant les pratiques de la FTQ-Construction dans le domaine de l'embauche. *«Le dossier est accablant»*, a expliqué M. Lacharité.

Les éléments de preuves réunis par la Commission des relations de travail permettent d'affirmer que la FTQ-Construction a mis en place, à travers Michel Bezeau (représentant syndical de l'Association des manœuvres interprovinciaux) et Bernard Gauthier (Agent d'affaires de l'Union des opérateurs de machinerie lourde), un système qui ne laisse aucune latitude aux employeurs dans le recrutement de la main d'oeuvre.

« Ces gens-la contrôlent l'embauche avec l'aide des employeurs qui sont complaisants ou qui craignent des représailles », s'est indigné Pierre Brassard, le président de la CSN-Construction. Il a également clamé sa désapprobation du placement syndical mettant en évidence la position indéfectible de son organisation sur ce sujet. *« À la CSN, nous prônons l'abolition du placement syndical sur les chantiers depuis 1960 »*, a-t-il ajouté.

Le président la CSN-Construction milite pour la mise en place d'un nouveau système de référence qui va éliminer l'intimidation et la discrimination sur les chantiers. C'est pourquoi le syndicat a soutenu et défendu le projet de loi 33 qui allait abolir le placement syndical et donner la responsabilité de référer la main d'œuvre aux entrepreneurs à la Commission de la construction du Québec.

Les dirigeants de la CSN-Construction ont exhorté le gouvernement et la Commission de la construction du Québec à prendre les mesures qui s'imposent, sous peine de voir ces pratiques se poursuivre. *« L'équité et l'accès au travail pour tous sont des valeurs importantes pour le syndicat »*, explique le président de la CSN-Construction.

La décision de la juge administrative Kim Legault fait suite à la plainte d'Harold Richard, un operateur d'équipement lourd membre de la CSN-Construction, qui a estimé avoir été congédié par Les Équipements Nordiques à cause de son ralliement à la CSN. Harold Richard a affirmé qu'il vivait encore de l'intimidation et qu'il a très peu travaillé depuis son congédiement, ce qui le plonge dans une situation très difficile. M. Lacharité a expliqué que la médiatisation du cas d'Harold Richard a jeté un froid sur les chantiers de la Côte-Nord et a compliqué les relations de ce dernier avec les autres travailleurs.

Les dirigeants de la CSN ont salué le courage de M. Richard ainsi que de tous ceux qui se dressent devant *« le régime de terreur »* qui règne sur certains chantiers. Dany Millard, l'avocat de la CSN-Construction, a déclaré que plusieurs plaintes ont été déposées pour des raisons similaires à celles de M. Richard.

L'Atelier



SITE INTERNET DE LA CSN CONSTRUCTION

Jean Lacharité milite contre l'intimidation



DAVID DUFRESNE-DENIS L'ATELIER

Déconnecter Twitter à la Cour

Gazouillis expulsés de la Cour

Les journalistes dénoncent une décision anachronique

OLIVIER LEFEBVRE

La Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) dénonce le nouveau règlement instauré par la Magistrature du Québec qui interdit l'utilisation de Twitter dans les salles d'audience de la province. Selon le groupe professionnel, il s'agit d'une atteinte à la liberté de presse difficile à justifier.

Le nouveau règlement nuira au travail du journaliste puisque la couverture en temps réel d'un procès ne sera plus possible sauf si ce-dernier sort de la salle pour gazouiller. Brian Myles, porte-parole de la FPJQ, croit qu'il s'agit d'une mauvaise nouvelle pour sa collectivité : *«Twitter permettait d'amener le citoyen le plus proche possible d'un réel procès»*. Le réseau social permettait à des gens de suivre l'exercice public à distance sans nuire à leurs obligations. Si le journaliste souhaite continuer à informer en temps réel, sa couverture risque d'être affectée par son absence de la salle d'audience.

L'entrée en vigueur du règlement prévue pour la mi-avril pourrait être nuisible pour le déroulement d'un procès. L'utilisation d'une tablette pour prendre des notes ou pour envoyer des tweets ne nuit pas plus à la quiétude d'un procès. *«Si les journalistes doivent entrer et sortir de la salle sans arrêt, ça risque de provoquer plus de dérangements»*, croit Jean-Hugues Roy, journaliste et chargé de cours à l'École des médias de l'UQAM.

La Magistrature du Québec n'exclut pas la possibilité de déroger au règlement si un journaliste le demande pendant le procès. Brian Myles précise que *«ce n'est pas de rendre service à la liberté de presse que de rendre l'utilisation des outils comme Twitter conditionnel à l'humeur d'un juge»*. Les procédures judiciaires pourraient être allongées à la suite d'une demande de la sorte.

La décision risque d'être contestée par les professionnels de l'information croit Brian Myles. *«Si les journalistes demandent systématiquement la permission d'utiliser Twitter, les juges vont comprendre et probablement ré-autoriser le twittage»*, avance Jean-Hugues Roy.

Plusieurs autres provinces canadiennes ont décidé de permettre l'utilisation du réseau social dans ses salles d'audience. *«Parfois je me demande si ce n'est pas une volonté de contrôler les médias dans une salle de Cour au-delà de ce qui est permis selon la Charte des droits et libertés»*, lance Brian Myles.

Le juge en chef associé de la Cour supérieure du Québec, Robert Pidgeon, a annoncé la décision vendredi dernier en invoquant la nécessité de maintenir l'ordre dans les salles d'audience. L'utilisation de la tablette électronique sera toujours permise pour la prise de notes.

L'Atelier

ACTUALITÉS



DAVID DUFRESNE-DENIS L'ATELIER

Le responsable du transport au comité exécutif de la Ville de Montréal, Réal Ménard, a annoncé une future consultation publique concernant les véhicules en libre-service, mardi.

TRANSPORT

Montréal s'intéresse aux voitures en libre-service

AMINATA TIELLO

Les Montréalais pourront bientôt se prononcer sur l'implantation ou non d'un système de véhicules en libre-service à Montréal.

Lors d'une conférence de presse tenue hier à l'Hôtel de Ville par le responsable du transport au comité exécutif de la Ville de Montréal, Réal Ménard, certains enjeux liés à l'adoption d'un système de véhicules en libre-service à Montréal ont fait surface. M. Ménard a expliqué en quoi consisterait le système de véhicules en libre-service : *«Il s'agirait de véhicules mis à la disposition de tout le monde, sans réservations et sur de courtes distances avec des tarifs à l'heure, à la journée où à la semaine, un peu dans le même principe que les BIXI »*, explique-t-il.

L'implantation du système contient plusieurs enjeux, à commencer par le développement durable. Ainsi pour M. Ménard, le système permettrait de *«diminuer la possession automobile»* ainsi que de *«réduire le nombre de voitures sur l'autoroute»*. En plus d'une possible réduction du nombre de voitures en circulation, M. Ménard précise également que dans le cas où le système serait introduit à Montréal, *«une entente conclue entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal amènerait la possibilité d'utiliser des voitures électriques au lieu de voitures normales»*. Pour le moment, deux opérateurs ont manifesté leur intérêt pour participer au projet, Car2Go et Communauto. Marco Viviani, directeur développement et relations publiques de Communauto, confirme la possibilité d'utilisation de voitures électriques : *«Nous possédons déjà des véhicules fonctionnant à l'électricité et si la Ville de Montréal donne le feu vert pour le projet, on verra non seulement avec eux mais également avec Hydro-Québec quant à la mise en place d'un parc à véhicules principalement électriques.»*

Un seul point noir vient ternir le projet. Il s'agit notamment de la concurrence que pourrait subir la Société des Transports de Montréal, ou encore l'industrie du taxi de la ville avec la mise en place d'un tel système. Pour Dory Saliba, président du Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi (CPCDIT), *«ce projet est une catastrophe pour l'avenir des taxis et nous nous mobiliserons contre»*, a-t-il déclaré au journal Métro, ajoutant que chaque voiture en libre-service entre en compétition directe avec un taxi. Pour M. Saliba, l'industrie du taxi subit encore les contrecoups de la crise financière, en plus d'avoir été affectée par BIXI et la ligne d'autobus directe vers l'aéroport. Un avis que ne partage pas M. Philippe Paradis, directeur Communication et Qualités chez Taxi Diamond : *«Ça a déjà été fait dans d'autres villes sans pour autant nuire aux taxis donc si c'est bien fait ça sera bénéfique aux taxis mais sinon c'est sûr que ça pourrait nuire. Nous sommes donc favorables à la consultation publique pour voir ce que ça donnerait»*, nuance-t-il. Réal Ménard rassure cependant : *«On avait déjà annoncé la mort du taxi avec l'arrivée des BIXI notamment alors qu'on voit que ce n'est pas cas aujourd'hui. Mais bien sûr il faudra prendre le temps de réconforter l'industrie du taxi pour leur démontrer quels sont ses avantages dans le processus»*.

M. Ménard précise que plusieurs grandes villes telles que Paris, Chicago mais aussi Vancouver sont dotées de ce système et qu'il *«serait temps que Montréal s'y intéresse»*. Il espère que les arrondissements ainsi que le comité exécutif de la Ville se décident à participer rapidement pour permettre *«une implantation du système le plus tôt possible»*.

La consultation publique devrait avoir lieu en juin prochain et réunira les Montréalais ainsi que l'industrie du taxi et la STM.

L'Atelier

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'AUTISME

Le temps d'attente est trop long pour des services

YESSICA PAOLA CHAVEZ

Les parents d'enfants autistes se plaignent d'être laissés à eux-mêmes. Ils déplorent le temps d'attente trop long pour recevoir des services. Ils ajoutent que les mesures d'aide offertes aux adultes de plus de 21 ans ne sont pas adaptées.

Une quarantaine de personnes étaient présentes mardi midi à la manifestation pour dénoncer le manque de ressources et les délais trop longs du système de santé québécois. *«Cela a pris un an et demi pour avoir le diagnostic de mon enfant et j'attends depuis deux ans pour avoir une place dans un centre de réadaptation en déficience intellectuelle. C'est beaucoup trop de temps pour un petit cerveau de moins de cinq ans»*, se désole Laurence Nadeau, mère d'un garçon atteint d'autisme, âgé de 4 ans et demi.

Ces délais sont d'autant plus frustrants pour des nombreux parents puisque le gouvernement priorise le traitement des jeunes enfants. Grâce au programme d'intervention comportementale intensive (ICI), les enfants âgés de zéro à cinq ans peuvent bénéficier d'une thérapie d'une vingtaine d'heures par semaine. *«L'ICI a été développée par les experts et on s'est basé sur leurs recommandations pour le mettre en place»*, explique la porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Noémie Vanheuverzwijn.

Or, les troubles envahissants du développement (TED), dont l'autisme, sont généralement remarqués par les parents après l'âge de deux ans et le diagnostic officiel peut être obtenu seulement six mois à deux ans plus tard. *«Ça prend du temps parce que les services ne sont pas disponibles, il y a des longues listes d'attente pour consulter un psychiatre. Ce n'est pas parce que c'est difficile à diagnostiquer»*, précise la directrice générale de la Fédération québécoise de l'autisme Jo-Ann Lauzon. Cela laisse donc peu de temps pour que l'enfant puisse vraiment bénéficier des ressources mises à sa disposition. *«C'est sûr qu'il y a présentement des recherches en cours pour vraiment identifier le type de services à offrir aux jeunes et à leur famille»*, admet la porte-parole du MSSS. Elle soutient toutefois toute une gamme de services est offerte afin d'aider les familles dont l'enfant souffre d'un TED et des problèmes de santé mentale. *«On a des programmes de soutien direct aux familles sous forme d'allocations financières. On offre également des services à domicile dont le nombre de prestataires a passé de 8000 à 10 000 en dix ans. Il y a aussi des services professionnels en centre de réadaptation, le financement des organismes communautaires qui proposent des activités de jour et des loisirs ainsi que des subventions pour la recherche»*, ajoute Noémie Vanheuverzwijn.

Mais après avoir bénéficié d'un soutien plus encadré dans le milieu scolaire, le jeune adulte souffrant d'autisme doit faire face à plusieurs problèmes. *«Même après 21 ans, les gens atteints d'autisme peuvent continuer à recevoir des services à domicile et bénéficier de plusieurs programmes d'aide, mais puisqu'ils sont dorénavant pris en charge par les centres de santé et de services sociaux régionaux, on peut remarquer des inégalités dans la province»*, avoue-t-elle.

L'Atelier



FELIX DELAGE-LAURIN L'ATELIER

Les manifestants se sont rassemblés devant les bureaux de Pauline Marois à Montréal, hier.

URBANISME

L'OCPM affirme ses conditions pour le développement de Griffintown

MAME DIARRA SENGHOR

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) veut que la ville rende plus accessible le quartier de Griffintown. Dans un rapport rendu public mardi, l'OCPM a accepté le Programme particulier d'urbanisme (PPU) de Griffintown déposé par la Ville mais demande que le patrimoine historique du secteur soit protégé.

L'Office a soulevé quelques points à préciser dans le PPU. La spéculation sur les terrains de Griffintown, qui a déjà commencé, dessine une tendance dans le secteur: celle des condos. L'OCPM craint que les terrains de Griffintown ne soient tous développés en condos, des logements moins accessibles aux personnes à faibles revenus et aux familles. L'un des objectifs initiaux du PPU de Griffintown était justement d'établir les équipements communautaires (comme une école, un CPE, des services de santé) dont le secteur manque. Si Griffintown se remplit de condos, cette mission ne pourra pas être menée à bien, selon l'OCPM. Pour contrer la tendance qui se profile, l'Office appelle la Ville *«à se doter d'autres mesures pour obliger la présence de familles, de lieux d'emplois et de création culturelle»*.

Une autre crainte de l'OCPM est la conservation du patrimoine historique de Griffintown. Le rapport recommande la protection d'édifices comme celui du New City Gas. En ce sens, l'Office conseille de *«traduire en exigences règlementaires la notion de zones sensibles où des interventions particulièrement respectueuses seraient exigées»*.

Le rapport déplore aussi le manque d'espaces verts en bordure du canal de Lachine. Cette zone n'a pas été évoquée dans la vision d'aménagement du domaine public de la Ville. L'OCPM propose donc d'établir une collaboration avec Parcs Canada pour aménager ses propriétés.

La fin des travaux pour le PPU de Griffintown est prévue pour 2015.

L'Atelier



GILLES DOUAIRE

La rue de la Montagne, dans Griffintown, sera touchée par les travaux.

JUSTICE

Pasquale Mangiola comparaîtra en juin

FRANCIS DUFRESNE

Le procès de Pasquale Mangiola, connu par le grand public pour ses liens étroits avec les frères Kostitsyn et Roman Hamrlik, ex-joueurs des Canadiens de Montréal, aura finalement lieu le 3 juin prochain. Arrêté en février 2009, Mangiola va comparaitre pour trafic de drogues, trafic d'armes et pour complot. Selon la Couronne, celui-ci était un joueur important dans le monde interlope, étant l'un des entremetteurs entre les Hell's Angels à Trois-Rivières et différentes gangs de rues du centre-ville de Montréal.

De longues procédures

Une multitude de délais étirent les procédures judiciaires depuis plus de quatre ans. En 2010, l'enquête préliminaire qui devait être effectuée en trois jours pendant le mois de juin avait été reportée plus de sept mois plus tard. L'enquête avait besoin du témoignage d'un policier qui ne rentrait d'Haïti qu'en février 2011.

Encore hier, la conférence préparatoire qui devait avoir lieu a été reportée au 12 avril prochain. Mangiola doit se trouver un nouvel avocat d'ici cette date. Celui qu'il a actuellement ne peut se présenter à la date du procès. Celui-ci soulignait par ailleurs le caractère exhaustif du dossier, mentionnant que l'affaire en était à son quatrième procureur.

C'est en filant le groupe criminalisé les Syndicates que les détectives ont remonté jusqu'à Pasquale Mangiola en 2009. Il aurait aussi été impliqué dans les activités des frères Zéphir et du clan des Lavertue, actifs dans le Sud-ouest de Montréal.

Aucun des trois anciens joueurs des Canadiens de Montréal n'a été accusé dans cette affaire.



FRANÇOIS ROY LA PRESSE

La date du procès de Pasquale Mangiola a été fixée au 3 juin.

L'Atelier

ACTUALITÉ

UNIVERSITÉS

Uniformisme à tout prix



AMARILYS PROULX

On a récemment appris qu'en 2012, les universités canadiennes avaient accueilli un nombre record de 100 000 étudiants étrangers. Bien sûr, les frais de scolarité que paient ces derniers sont beaucoup plus élevés et constituent donc une manne d'argent pour les universités et les gouvernements provinciaux. Outre les intéressantes retombées économiques de 8 milliards de dollars par année en frais de scolarités, frais d'hébergements et autres dépenses de ces 100 000 étudiants à travers le pays, il semble qu'encore une fois, on voit un autre effet de la marchandisation de l'éducation dont on a tant parlé en avril dernier. En effet, pour favoriser ce secteur très lucratif de l'économie canadienne, le gouvernement Harper a proposé dans son budget 2013 un financement de 23 millions de dollars sur deux ans *«pour renforcer la position du Canada comme un pays de choix où étudier et effectuer de la recherche de calibre mondial»*.

On parle donc *«d'effectuer de la recherche de calibre mondial»* alors qu'on coupe dans d'innombrables secteurs de recherche tels que les programmes de recherche scientifique à Environnement Canada, à Pêches et Océans Canada, à la Bibliothèque et Archives Canada, au Conseil national de recherches Canada, à Statistique Canada et au Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie. L'environnement, les écosystèmes et la théorie du réchauffement planétaire, ce n'est rien de tangible, ça ne produit pas de richesse, alors à quoi ça sert ? Probablement pas à grand chose. Alors autant couper, couper et fermer, pour pouvoir rembourser la dette, l'exploitation des sables bitumineux ou pourquoi pas le rayonnement du Canada à l'international, tiens ! Pour le gouvernement conservateur en place, tout doit être rentabilisé, marchandisé, calculé et soupesé.

On n'y apprend pas à penser mais à appliquer la formule capitaliste

Même les universités forment de plus en plus des travailleurs adaptés au marché du travail plutôt que des gens critiques capables de s'adapter à plusieurs situations et d'être créatifs. Il semble que ce soit dans l'air du temps. Tout ce qui n'est pas rentable est considéré obsolète. Les grandes écoles d'administration forment des directeurs d'entreprises dans le contexte de capitalisme actuel, pas des penseurs. Dans cette ligne de pensée, les universités francophones (même l'UQÀM, qui a toujours eu une sorte d'aura d'université publique dont la vocation était d'assurer à la société québécoise une culture et des connaissances riches dans la langue de Molière) offrent maintenant des cours en anglais aux étudiants étrangers, sous certaines conditions, afin de s'adapter aux lois du marché. L'anglais est la langue des affaires, la langue que veulent employer tous ces étudiants étrangers afin de se positionner de façon avantageuse sur le marché du travail international. Alors pourquoi ne pas leur donner ce qu'ils veulent ?

De toute façon, les universités sont de moins en moins des lieux de savoir et de formation des intellectuels de demain. Les programmes sont techniques et pratiques. On n'y apprend pas à penser, mais à travailler pour des entreprises, à bien appliquer une seule formule, la formule du capitalisme. Pourquoi et comment cette formule a-t-elle été mise en place ? Ça n'est pas important. Quelles sont ses failles, ses pièges, qu'en pensent les philosophes du passé comme du présent ? Rien à foutre. La philosophie, tout comme l'environnement ou les programmes d'aide sociale, ne rapportent pas au gouvernement. Ce gouvernement-usine demande qu'on produise de la richesse pour le nourrir, telle une entreprise, plutôt que de se demander ce que lui pourrait produire pour la société qui l'a mis en place.

L'Atelier

LA TÊTE DURE



PHOTO-JOURNALISTE L'ATELIE

Dès le 1er mai tous les cyclistes de 14 à 17 ans au Manitoba ne pourront plus rouler à vélo sans casque sous peine d'une amende de 50 $. Au Québec, l'accent est plutôt mis sur la prévention plutôt que sur la législation. Selon la Société de l'Assurance Automobile du Québec, *«il est difficile d'avoir un consensus avec la population. Nous préférons mettre l'accent sur la sensibilisation en allant voir les jeunes dans les écoles, par exemple»*, explique Mario Vaillancourt, porte-parole de la SAAQ. Même discours à la Table québécoise de sécurité routière. *«L'obligation n'est pas forcément la meilleure avenue pour le moment. Il faut plutôt expliquer les enjeux, les dangers. C'est aux parents, aux professeurs et aux médias de prôner l'importance de mettre un casque»*, affirme Jean-Marie de Koninck, président de la Table. La présidente de Vélo Québec, Suzanne Lareau, va même plus loin et recommande *«un environnement plus favorable à la pratique du vélo. Ça veut dire réduire la vitesse des automobilistes et créer plus de voies cyclables». Mame Diarra Senghor*

BUDGET

LGBT déplore un financement insuffisant

Lutte contre l'homophobie

FRÉDÉRICKE CHONG

Le Conseil québécois LGBT, qui vient en aide aux organismes communautaires qui desservent les populations lesbiennes, gaies, bisexuelles, transsexuelles et transgenres, souhaite recevoir davantage de financement récurrent de la part du gouvernement du Québec.

Cette demande arrive alors que le ministre de la justice Bernard St-Arnaud a annoncé hier une aide financière complémentaire de 430 000$ aux organismes communautaires LGBT. Cette aide fait partie des mesures pour consolider le soutien à l'action communautaire du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016.

Pour le président directeur général du Conseil québécois LGBT, Steve Foster, cette aide vient à point mais n'est pas suffisante. *« On va pouvoir donner un coup de pouce à plusieurs groupes des régions ou des secteurs plus pauvres, mais ce n'est pas permanent. Quand le plan d'action va se terminer en 2016, il faut s'assurer que le gouvernement continue de financer ces organismes communautaires.»*

Le Conseil dénonce depuis 2008 la situation financière difficile de ces groupes qui doivent souvent traiter plusieurs problématiques à la fois comme l'homophobie, la violence et le suicide. La majorité des organismes ne reçoivent aucun financement et plusieurs vivent de l'argent investi par leurs bénévoles. *«Le problème, rappelle Steve Foster, c'est qu'avec le temps, ces personnes finissent pas s'épuiser et les organismes ferment leurs portes tout simplement.»*

M. Foster se dit toutefois confiant pour l'avenir. *«En ce moment, le ministre St-Arnaud montre un réel intérêt pour les enjeux est les besoins des personnes LGBT. Il y a un dialogue qui se construit et on espère pouvoir recevoir ce financement récurrent.»*

L'Atelier

Serge Tremblay à la retraite

Le Service de sécurité incendie de Montréal perd son chef

Le directeur du Service de sécurité incendie (SIM) de Montréal, Serge Tremblay, va prendre sa retraite le 31 mai prochain,

Le maire de Montréal, Micheal Applebaum indique que Serge Tremblay prévoyait depuis l'année dernière prendre sa retraite au courant de l'année 2013. Il lui a annoncé hier qu'il avait choisi de la prendre juste après le 150e anniversaire du SIM.

Micheal Applebaum le félicite pour ses trente années de services comme pompier pour la Ville et lui souhaite une bonne retraite.

« Sous sa gouverne, la Ville a mis en œuvre le schéma de couverture de risques et le service de pompiers premiers répondants, deux ajouts stratégiques fondamentaux pour assurer la sécurité des Montréalais et des Montréalaises », a ajouté le responsable de la sécurité publique au comité exécutif, Christian G. Dubois.

Le maire Applebaum a également annoncé qu'un concours sera ouvert prochainement pour assurer la succession au poste de directeur du Service de sécurité incendie de Montréal.

L'Atelier



FIREFIGHTINGIN CANADA.COMJOURNALISTE

Serge Tremblay félicité par le maire de Montréal

STM: Service interrompu

Un problème informatique de la STM a provoqué l'arrêt de toutes les lignes de métro pendant plus d'une heure. Cette panne est tombée en pleine heure de pointe, ce qui a empêché plusieurs travailleurs de rentrer chez eux. L'interruption de service a obligé plusieurs usagers à opter pour le bus. La STM a mis en place un système provisoire de bus en renfort. Résultat, de très longues files d'attente aux arrêts de bus. Le service a repris autour de 19 heures.

L'Atelier

Saint-Hyacinthe: accident mortel

Un homme de 63 ans a perdu la vie après s'être fait heurter par un train de marchandises, mardi à Saint-Hyacinthe, en Montérégie. L'accident s'est produit en fin d'après-midi sur un chemin de fer, à proximité de l'intersection du 4e rang et du boulevard Laurier Est. Selon les premières conclusions de l'enquête, l'homme s'affairait à remplir des trous près du chemin de fer et n'aurait pas entendu le train qui approchait. Des enquêteurs de la Sûreté du Québec et des responsables du Canadien National se sont rendus sur les lieux pour faire la lumière sur les raisons de l'accident.

L'Atelier

Élections Canada recherche des donateurs trop généreux

OTTAWA — Élections Canada sévira contre les personnes qui auraient, accidentellement ou intentionnellement, dépassé les limites permises pour les contributions politiques, a annoncé l'agence mardi. Elle mènera son enquête en vérifiant toutes les contributions faites lors des élections fédérales de 2011 à des candidats à l'investiture, à des associations de circonscriptions et à des candidats d'un même parti politique. La réglementation actuelle permet aux donateurs de contribuer jusqu'à 1200 $ par année civile à chaque parti politique enregistré. D'autres dons peuvent également être faits aux associations de circonscriptions, aux candidats à l'investiture et aux candidats à une élection d'un même parti politique, pour un montant supplémentaire total de 1200 $. L'enquête, appelée «audit horizontal», a pour but d'identifier des donateurs qui auraient contribué plus que le montant permis à un parti politique donné, en tenant compte des divers dons accumulés. Une porte-parole d'Élections Canada a souligné que la plupart de ceux qui avaient dépassé la limite l'avaient fait accidentellement.

La Presse Canadienne

ACTUALITÉS

DÉPLIANTS PUBLICITAIRES

Distribués en toute illégalité

FRÉDÉRICKE CHONG

Un distributeur de tracts donne aux usagers qui sortent de la station de métro Guy-Concordia une publicité pour encourager les étudiants à s'inscrire à des cours de tutorats chez SOS Tutoring. Des policiers de la Société de tranport de Montréal passent devant lui sans intervenir. *«Je sais que c'est une pratique illégale, mais je ne me fais jamais déranger»*, explique Jack*qui se fait payer au salaire minimum pour distribuer ces dépliants publicitaires.

Le règlement municipal de l'arrondissement Ville-Marie stipule en effet qu'il est interdit de *«distribuer [...] des articles, billets, livres ou autres imprimés»* à des fins publicitaires. Par contre, si Jack avait distribué gratuitement une brochure politique ou religieuse, il aurait agit en toute légalité. Le règlement reconnaît effectivement le droit à la liberté d'expression. Il fait donc une différence entre la distribution de tracts à des fins publicitaires et les pamphlets politiques.

Selon le sergent Laurent Gingras, responsable des relations médias du Service de police de la ville de Montréal, les policiers qui patrouillent à pied ont la tâche d'observer les éventuels contrevenants. Les distributeurs qui se font prendre pour une première fois s'exposent à des amendes allant de 250 à 750$. L'entreprise qu'ils représentent reçoit également un constat d'infraction, qui, lui, peut varier entre 1000 et 1500$. Pour les récidivistes, la facture peut grimper jusqu'à 1500$ pour le distributeur et à 3000$ pour la compagnie. *«Pour avoir moi-même patrouillé au centre-ville, il nous arrive de donner des constats d'infraction, mais il faut vraiment prendre les personnes sur le fait. On ne peut pas donner une amende si on ne fait que retrouver des tracts sur le sol, parce qu'on ne peut pas prouver qu'il a été distribué par la compagnie en question»*, reconnaît Laurent Gingras.

Jack, de son côté, avoue avoir été intercepté une fois par un policier qui lui a tout simplement demandé d'évacuer la place, sans lui donner aucune amende.

Des tracts qui trainent sur le sol, les passants en voient beaucoup dans le centre-ville de Montréal. Que ce soit pour promouvoir une soirée dans un club ou pour annoncer une vente finale dans un magasin, ces dépliants restent rarement plus de 30 secondes dans les mains des passants, qui les jettent rapidement. Ils finissent par polluer l'espace urbain et s'accumuler au pied des bâtiments.



FRÉDÉRICKE CHONG L'ATELIER

Ce distributeur de tracts publicitaires, installé à la sortie de la station Guy-Concordia, s'expose à des amendes salées.

Pourtant, les compagnies choisissent souvent ce type de publicité parce qu'elle est simple et peu coûteuse. Il est possible de commander sur Internet 1000 tracts en impression couleur recto/verso pour moins de 200$. Et si le client commande un plus grand nombre de copies, il obtient un plus grand rabais sur sa facture totale. De quoi faire imprimer des milliers de tracts.

Des méthodes de distribution variées

SOS Tutoring, la compagnie pour laquelle travaille Jack, procède de façon très ciblée. Le responsable de l'entreprise, Jeff McGovern, ne croit pas à l'efficacité de la distribution de dépliants publicitaires dans les rues. *«Distribuer un tract dans la rue, c'est s'assurer que personne ne le lit. Même moi, je déteste me faire donner des tracts, mais notre campagne se fait seulement dans le métro Guy-Concordia, où des milliers d'étudiants de l'Université Concordia et de l'école de gestion John-Molson passent chaque jour. Ces tracts sont une sorte de rappel pour les encourager à se faire aider pour leurs examens.»*

Ironiquement, l'Éco-quartier Saint-Jacques, dont la mission est d'améliorer la qualité urbaine et de promouvoir une société écologiste, distribue aussi des dépliants. La conseillère en gestion des matières résiduelles de l'Éco-quartier, Raphaëlle Devatine, précise qu'il s'agit de documents informatifs. «Pour nous, c'est la meilleure façon de rejoindre la population pour les sensibiliser sur la récupération et le compost. On aimerait bien s'en passer et agir davantage sur les réseaux sociaux, mais pour l'instant c'est plus efficace.»

*Nom fictif

L'Atelier

AFFAIRE MAGNOTTA

La mère de Lin Jun n'a plus le goût de vivre

La mère de l'étudiant chinois tué et démembré l'an dernier à Montréal a déclaré, mardi, qu'elle n'avait plus la volonté de continuer à vivre.

Lin Jun, qui était âgé de 33 ans, a été tué puis démembré en mai dernier dans un appartement du quartier Côte-des-Neiges.

Les parents de la victime se sont entretenus avec les journalistes mardi, alors que les audiences préliminaires sur le présumé auteur du meurtre, Luka Rocco Magnotta, font relâche, au Palais de justice de Montréal. Magnotta fait face à plusieurs chefs d'accusation en lien avec la mort de l'étudiant en génie à l'université Concordia, dont celui de meurtre prémédité.

La famille de Lin Jun est venue de Chine jusqu'à Montréal pour assister aux procédures judiciaires. La mère, Zhigui Du, a déclaré avec émotion mardi qu'elle pensait chaque jour à son fils, et qu'elle rêvait de pouvoir l'enlacer une dernière fois.

L'avocat des parents a expliqué aux journalistes qu'ils avaient souhaité s'entretenir avec les médias pour éviter que leur fils ne soit relégué au second plan dans le procès de Magnotta.

Les proches de Lin Jun doivent lui rendre hommage plus tard cette semaine en visitant sa tombe dans un cimetière de Montréal à l'occasion d'une journée importante de la tradition chinoise pour honorer les ancêtres.

La mère de la victime, en larmes, a lancé qu'elle luttait tous les jours avec la mort de son enfant. *«Avant, elle était pleine d'espoir pour la vie. Mais elle a perdu son intérêt pour la vie dans ce monde»*, a traduit l'interprète de Mme Du.

La famille espère que leur fils obtiendra justice à travers le système canadien, envers lequel ils se sont montrés positifs. «Je crois qu'il semble juste, car j'ai vu plusieurs témoins qui sont passés à la cour», affirme le père de Lin Jun.

La Presse canadienne

40 ANS DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE

Vers des appareils de plus en plus polyvalents

MAME DIARRA SENGHOR

Le téléphone mobile fête ses 40 ans cette année. Roch Lefebvre, directeur du groupe de recherche sur la parole et l'audio à l'Université de Sherbrooke nous a parlé des nombreuses possibilités d'avenir de cet appareil.

L'Atelier: Facebook a annoncé qu'il allait lancer un smartphone Android avec HTC. Qu'en pensez-vous?

Roch Lefebvre: Il y a de plus en plus un mélange des genres. Les différents fournisseurs se mêlent. Il n'y a plus de frontières. Il y a quelques années, Apple, c'était juste de l'informatique, puis la compagnie s'est intéressée à la musique et maintenant c'est les téléphones intelligents. On essaie de nous surprendre en utilisant des gros moyens financiers.

A: Est ce que de nouvelles formes de communications alternatives pourraient faire de l'ombre aux téléphones mobiles?

RL: Les formes alternatives de communication, comme Skype, ne vont pas faire de l'ombre au téléphone mobile. Bien au contraire. Skype est une application. Aujourd'hui les téléphones ont tellement migré vers des outils intelligents qu'on peut y mettre ce qu'on veut.

Apple a donné une nouvelle façon de dessiner le téléphone. C'est même beaucoup plus qu'un téléphone. Il peut devenir une guitare, une lampe de poche, voire un GPS. L'iPhone, c'est juste un support. Ça, c'est une grosse joie pour les développeurs qui peuvent faire et mettre ce qu'ils veulent sur le téléphone.

On est passé de quelque chose de statistique à quelque chose de très dynamique.

A: Comment voyez vous le futur du téléphone mobile?

RL: Pour le futur, on pourrait penser à quelque chose de totalement mains libres comme les Google Glass. Les Google Glass sont des lunettes qui ont un petit projecteur dans la lentille. Le projecteur projette un écran virtuel dans notre rétine. Disons qu'on a les Google Glass, on se balade dans les rues de New York et on passe devant un restaurant. Avec ces lunettes, on pourra avoir une projection du menu dans notre rétine. On s'en va vers d'autres types d'interfaces, autres que le téléphone tactile, comme les tablettes. La réalité va se superposer à quelque chose de virtuel.

Le téléphone mobile pourrait servir dans d'autres domaines comme la santé. Il existe déjà des capteurs de températures. Pourquoi pas des nouveaux capteurs, par exemple des capteurs pour prendre son taux de glycémie avec son téléphone.



GIZMODO

Facebook devrait annoncer cette semaine le futur lancement d'un nouveau téléphone intelligent.

L'Atelier

CYBERPRÉDATEURS

Quand la console de jeux devient une arme

Le Service de police de Winnipeg a récemment enquêté sur sept affaires de cyberprédateurs qui auraient leurré des enfants au moyen de consoles de jeu vidéo, selon ce qu'a appris Radio-Canada. Le sergent-détective Darren Oleksiuk a affirmé que les policiers sont informés de nouveaux cas chaque mois. Beaucoup d'autres cas restent sous silence car les enfants craignent qu'en dénonçant ces prédateurs, leurs parents ne leur retirent leurs consoles.

Pour témoigner de l'amplitude de ce phénomène, la journaliste Gosia Sawicka du réseau CBC a pris la peu d'une jeune fille de 13 ans et s'est ouvert un compte sur Playstation Home, le réseau social de la console. Comme prévu, plusieurs prédateurs l'ont approché avec des propos à caractère sexuel. Le fait qu'elle dévoile son jeune âge n'a pas freiné les cyberprédateurs.

CBC a joint Sony, qui fabrique la PlayStation 3, Microsoft, qui produit la Xbox 360 et Nintendo, qui manufacture la Wii, pour leur demander ce qu'ils font pour assurer la sécurité des enfants sur leurs plateformes en réseau. L'Association canadienne du logiciel de divertissement a transmis une déclaration au nom des fabricants.

Son directeur des relations publiques, Julien Lavoie, a soutenu que les membres de l'Association *«se préoccupent de la sécurité des utilisateurs et des joueurs»*, mais il a aussi fait valoir que *«les parents et leurs enfants devraient toujours faire attention et être vigilants en prenant part à toute forme de médium en connexion»*.

L'Atelier

AUTOMOBILE

Subaru procède à un important rappel

Subaru procède au Canada et aux États-Unis à un important rappel de quelque 200 000 véhicules des modèles Legacy et Outback à traction intégrale qui pourraient être affligés d'un problème de freinage.

Les autorités américaines de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) signalent que les conduites de liquide de frein des véhicules des années 2005 à 2009 peuvent être affectées par de la rouille.

Elles risquent donc une perforation pouvant provoquer une fuite du liquide, ce qui peut affecter significativement le freinage en augmentant sa distance. Les véhicules visés ont surtout été vendus dans les régions d'Amérique du Nord où des abrasifs sont répandus en hiver pour réduire les risques de dérapages sur la chaussée.

Subaru s'engage à examiner chaque véhicule et à remplacer les conduites, au besoin. Parmi les véhicules devant être rappelés, plus de 25 700 ont été vendus au Canada.

En janvier, l'agence France-Presse a rapporté que Subaru avait procédé au rappel de 800 000 véhicules en Amérique du Nord.



BLOOMBERG

Les voitures de marque Legacy produites entre 2005 et 2009 font partie des véhicules rappelés.

La Presse canadienne

POLITIQUE

POSTES CANADA

Un coup d'épée dans l'eau?

Un rapport qui donne raison au syndicat pourrait être ignoré des conservateurs

JULIEN LAMOUREUX

Un nouveau rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) blâme le gouvernement conservateur pour l'utilisation non justifiée d'une loi de retour forcé au travail envers les employés de Postes Canada. Bien que le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) se réjouisse du constat de l'OIT, l'opposition officielle doute que les conversateurs en tiennent compte.

Rappelons que cette loi avait été utilisée en 2011 lors du conflit de travail entre Postes Canada et le STTP.

«*C'est un coup de pouce dans notre bataille contre le gouvernement Harper*», s'est réjoui Yannick Scott, dirigeant de l'éducation et de l'organisation au b*ureau montréalais du STTP*. «*J'ose espérer que le gouvernement fédéral sera à l'affût de ce que déclare une organisation internationale comme l'OIT*», ajoute le dirigeant syndical.

«*Le mal est fait et on ne peut rien changer au passé. Mais dans le futur, ça aidera à faire respecter le droit fondamental de grève*», estime-t-il. C'est d'ailleurs dans ce but que le STTP a intenté des poursuites à l'endroit du gouvernement. «*Nous ne voulons plus de ces négociations avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête, avec un couteau sur la gorge.*»

De son côté, le porte-parole de l'opposition en matière de travail, Alexandre Boulerice, a tenu des propos plus nuancés. Le député du Nouveau Parti Démocratique (NPD) de Rosemont-La-Petite-Patrie indique que cette «*victoire pour le mouvement ouvrier*» pourrait fort bien laisser le gouvernement en place indifférent et ne pas changer son approche dans l'avenir. «*Connaissant les conservateurs, ils ne seront pas si froissés que ça, même si le rapport provient d'une organisation qui relève de l'ONU.*»

M. Boulerice a tenu à préciser que l'OIT est avant tout «*une autorité morale qui ne peut rien imposer*». Il a aussi rappelé que l'opinion de la communauté internationale n'est pas quelque chose dont les conservateurs se soucient. À preuve, le Canada est depuis la semaine dernière le seul pays à se retirer de la convention onusienne visant à combattre la désertification, indique le député.



TVA NOUVELLES

L'Organisation internationale du travail (OIT) a publié un rapport qui écorche une décision du gouvernement conservateur par rapport aux syndiqués de Postes Canada.

Loi contestée

La loi spéciale forçant le retour des employés de Postes Canada au travail avait fait grand bruit en juin 2011, quelques semaines après la réélection de Stephen Harper. «*C'était la première grosse bataille du NPD en tant qu'opposition officielle. Les débat en chambre avaient duré plusieurs jours*», se rappelle M. Boulerice.

«*Le plus absurde, c'est qu'il s'agissait d'un lock-out déclenché par la direction de Postes Canada, une organisation gouvernementale. Un seul appel du gouvernement à la direction aurait probablement pu éviter toutes ces négociations déloyales*», déplore-t-il.

Le conflit avait déclenché une bataille juridique qui traîne toujours en Cour suprême. M. Scott est aujourd'hui confiant de voir son syndicat avoir gain de cause. M. Boulerice est du même avis, mais il doute fortement que la convention collective signée en 2011 soit renégociée. «*Tout ça ne changera pas l'attitude du premier ministre Harper*», regrette-t-il.

De son côté, le gouvernement conservateur n'a pas répondu à notre demande d'entrevue.

L'Atelier

Le choix de Duceppe mis en doute par l'opposition

Le Parti libéral du Québec (PLQ) et la Coalition Avenir Québec (CAQ) estiment que la démarche du gouvernement contre la réforme fédérale de l'assurance-emploi est discréditée par la participation de l'ex-chef bloquiste Gilles Duceppe. Les deux partis d'opposition ont continué, mardi, à dénoncer la présence de M. Duceppe, alors qu'un reportage indiquait qu'il pourrait être secondé par d'autres souverainistes dans son mandat. Le leader parlementaire caquiste Gérard Deltell a critiqué la nomination partisane de M. Duceppe, mardi, et s'est inquiété des rumeurs concernant les autres personnes qui pourraient l'entourer. «*Si on veut tisser des liens avec les autres provinces, ce n'est pas en allant chercher un chef souverainiste qui a tapé du pied contre Ottawa pendant 20 ans qu'on va être capable de convaincre le Canada anglais du bien-fondé de nos positions*», a-t-il déclaré.
Du côté du PLQ, la porte-parole en matière d'emploi, Kathleen Weil, a exprimé son scepticisme concernant les résultats qui pourront être obtenus par la démarche associant M. Duceppe. La députée libérale croit que la ministre du Travail et de l'Emploi, Agnès Maltais, aurait dû être chargée de cette mission.

La Presse canadienne

Élections partielles

Une France inspirée de l'Amérique du Nord

Franck Scemama se présente comme député français à l'étranger pour le Parti socialiste

OLIVIER LEFEBVRE

Franck Scemama souhaite succéder à sa collègue Corrine Narassiguin en tant que député du Parti socialiste pour la première circonscription des français à l'étranger : l'Amérique du Nord. L'existence d'une telle position demeure méconnue pour plusieurs résidents français de la région de Montréal.

L'élection de députés français à l'étranger est une initiative de Nicolas Sarkozy, ancien Président de la République française sous la bannière de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). La mesure a été mise en place lors des dernières élections présidentielles françaises en juin 2012. «*Sarkozy croyait gagner davantage de votes avec cette nouvelle mesure, mais surprise, c'est la gauche qui l'a emporté*» avec l'élection de Corrine Narassiguin du Parti socialiste, souligne Alice Cartier, responsable de la campagne de Franck Scemama dans la région de Montréal.

La tâche du député des Français en Amérique du Nord se résume en une faible présence le terrain. Il siège à l'Assemblée Nationale en France et voyage de temps à autres sur le continent. «*Si je suis élu, je serai en contact constant avec l'Assemblée des français à l'étranger qui soutient d'ailleurs ma candidature*», fait valoir Franck Scemama. Le candidat dit vouloir communiquer avec des associations, des organismes communautaires ou politiques qui agiront comme porte-voix des Français en Amérique. Les trois bassins les plus importants sont Montréal, New York et San Francisco.

Scemama dit vouloir s'inspirer de la politique canadienne pour améliorer la politique française.

Un poste obscur

Les Français qui résident à Montréal connaissent peu l'existence d'un tel député. Sur trois résidents français au Québec, deux n'avaient jamais entendu parlé de la position. Le troisième, Frédéric Chautard, l'a appris lorsqu'il a voté aux présidentielles au mois de mai 2012. Sa conjointe est aussi française et résidente canadienne. « *Ma copine a beaucoup soutenu le parti dans le contexte des élections mais pour le reste on s'en fout, ça nous parle pas* ».

Franck Scemama mise sur la bouche-à-oreille et l'utilisation d'internet pour informer l'existence de son titre aux résidents français d'Amérique du Nord. «*Notre poids médiatique est faible c'est pourquoi on essaie de se concentrer sur d'autres modes de communication*», précise le candidat. Des conférences web seront diffusées sur notre site internet, où les citoyens pourront entrer en contact direct avec nous.

L'utilité d'un tel représentant est remise en question par Frédéric Chautard. L'ambassade française à Montréal est sa référence s'il a quelque chose à revendiquer. «*Je ne sais même pas où sont situés les bureaux du député à l'étranger*», ajoute-t-il. En fait, aucun bureau officiel n'est en fonction pour le moment. Franck Scemama désignera un représentant qui travaillera directement pour lui en Amérique du Nord.



DAVID DUFRESNE-DENIS L'ATELIER

Franck Scemama était de passage à Montréal pour débuter sa campagne électorale à travers l'Amérique du Nord

La circonscription d'Amérique du Nord représente le plus gros bassin d'électeurs en comparaison avec les autres départements français. Au total, 150 000 personnes peuvent voter. En date du 31 décembre 2012, 40 000 personnes étaient inscrites sur la liste électorale. Contrairement au Canada, les électeurs doivent s'inscrire avant la fin de l'année précédente pour pouvoir voter.

Le candidat dit vouloir s'inspirer de la politique canadienne pour améliorer la politique française. « *J'aimerais apporter la même approche philosophique que l'Amérique au niveau de l'accueil des immigrants en me concentrant sur l'intégration plutôt que sur le problème des immigrants illégaux* », précise-t-il.

Franck Scemama veut être le plus transparent possible. Sa collègue, Corinne Narassiguin a dû démissionner en février dernier puisqu'elle avait ouvert un second compte de campagne. Cette pratique va à l'encontre des règles de politique française. Le geste a été interprété comme une tentative de contournement du système légal par le Conseil constitutionnel de France. Corinne Narassiguin s'était défendu en affirmant que c'était pour permettre une meilleure gestion de l'argent dans un flou administratif.

Pour éviter toutes représailles, Franck Scemama s'engage à justifier tous les montants distribués lorsqu'il sera en poste. Aucune loi n'oblige une telle déclaration en France. «*Je m'engage à faire tout au plus deux mandats de député et ensuite laisser ma place à quelqu'un d'autre*», ajoute-t-il.

Le mariage gay est aussi une de ses priorités. «*Je souhaite m'inspirer du Canada puisqu'il est un exemple en matière de mariage pour tous.*» Corinne Narassiguin agira comme conseillère sur ce dossier puisqu'elle est une militante sur la cause. «*J'ai suivi son travail et je pourrai bénéficier de son expérience*», partage Franck Scemama. Le candidat assure vouloir reprendre les dossiers débutés par cette dernière avant sa démission précipitée.

L'Atelier

Gentilly-1 : 40 ans de plus au repos

Le déclassement complet du réacteur nucléaire Gentilly-1 pourrait s'étaler jusqu'en 2103, selon le quotidien Le Devoir. Un document interne d'Énergie atomique Canada limitée (EACL) daté du 5 janvier 2011 indique que «*Gentilly-1 restera en phase 2, dite phase de dormance, jusqu'en 2053 à 2103*». La phase finale de démantèlement devrait quant à elle durer moins de 5 ans. La mise à jour sur l'état des plans obtenue par Le Devoir en surprendra plus d'un. Il était établi que le démantèlement d'un réacteur pouvait se faire en une cinquantaine d'années. Gentilly-1, déjà en dormance depuis 35 ans, verra sa phrase 2 être allongée de 40 à 90 années. Il ne s'agit pas d'une situation unique au pays. EACL a aussi indiqué que deux réacteurs nucléaires ontariens pourraient être laissés en dormance jusqu'en 2103.

L'Atelier

Une nouvelle présidente pour Option Nationale

L'auteure et chroniqueuse Nathaly Dufour a été nommée présidente d'Option nationale (ON) par le conseil national du parti mené par Jean-Martin Aussant. Mme Dufour est la candidate défaite d'ON dans le compté de Lévis. Elle s'est dite fière et enthousiaste de travailler pour l'indépendance du Québec. «Plus que jamais, il est temps de nous donner le pays du Québec», a-t-elle ajouté. Le conseil national avait été élu par les membres d'ON au début du mois de mars.

L'Atelier

INTERNATIONAL

Kerry critique les stratégies nord-coréennes

John Kerry, le secrétaire d'État américain a qualifié d'«*inacceptable*» la rhétorique qu'a utilisé le gouvernement nord-coréen lors des derniers jours et a affirmé que les Etats-Unis se défendront et défendront leurs alliées, la Corée du Sud et le Japon.

Les commentaires de M. Kerry, recueillis lors d'une conférence de presse hier, suivent les dernières rumeurs selon lesquelles Pyongyang voudrait remettre en marche un réacteur nucléaire fermé depuis plus de cinq ans.

Washington a contacté mardi Pékin et Moscou, leur demandant à agir plus pour contenir Pyongyang, capitale nord-coréenne. Les Etats-Unis estiment que l'annonce par la Corée du Nord de son intention de redémarrer un réacteur nucléaire était une «indication de plus» que Pyongyang «viole ses obligations internationales».

«*Il n'est un mystère pour personne que la Chine a une influence sur la Corée du Nord*», a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche, Jay Carney, lors de son point de presse quotidien.

«*Nous avons par le passé, et nous le faisons encore aujourd'hui, pressé la Chine d'utiliser cette influence pour essayer d'agir sur le comportement de la Corée du Nord*», a-t-il précisé, ajoutant: «cela vaut également (dans nos discussions) avec les Russes».

Pékin a déjà exprimé ses regrets face à cette annonce, appelant au calme la péninsule coréenne.

L'Atelier



LA PRESSE

John Kerry, secrétaire d'État américain, considère les propos tenus par l'autorité nord-coréenne comme irresponsables.

Un chercheur américain accusé d'espionnage

Un chercheur du Medical College du Wisconsin, aux États-Unis, est sous le coup d'une accusation d'espionnage, alors qu'il aurait volé de l'information sur un composé chimique combattant le cancer pour la divulguer à la Chine.

Des procureurs américains affirment que Hua Jun Zhao a volé le composé, baptisé C-25, et les données qui ont mené à son développement.

Une plainte déposée à la cour fédérale américaine indique que les enquêteurs ont retrouvé plusieurs centaines de données reliées à la recherche sur le C-25 en fouillant l'ordinateur de M. Zhao.

Les autorités ont également mis la main sur une demande de subvention rédigée en mandarin par M. Zhao, dans laquelle il soutient avoir découvert le composé en question, et sollicite du financement auprès du gouvernement chinois pour poursuivre ses recherches.

L'homme de 42 ans fait face à un chef d'accusation d'espionnage économique. Une condamnation peut entraîner au maximum 15 ans d'emprisonnement, et une amende de 500 000 $ US.

Associated Press

Campagne électorale au Vénézuela

Nicolas Maduro ne l'aura pas facile

Henrique Capriles est dans son rétroviseur

Pendant qu'une grande partie de la population vénézuélienne pleure encore la mort de Hugo Chavez, la campagne électorale pour élire son successeur vient de se mettre en branle. Entrevue avec Mathieu Arès, professeur en politique internationale à l'Université de Sherbrooke et expert en politiques étrangères.

JEAN-FRANÇOIS TÉOTONIO

La course s'annonce plutôt serrée entre le candidat choisi par Chavez lui-même, Nicolas Maduro, et l'opposition officielle, dirigée par Henrique Capriles. Selon Mathieu Arès, «Capriles offre une réelle opposition à Maduro. Il avait très bien fait aux dernières élections, en 2012, avec 40% des votes». M. Arès ajoute que le chef de l'opposition est quelqu'un de charismatique et qui se présente bien.

En revanche, le principal atout du parti du successeur de Chavez vient du fait qu'il jouit encore de la faveur populaire. «*Nicolas Maduro a repris le thème de la maladie de l'ex-leader vénézuélien,* indique M. Arès. Il surfe encore sur cette vague.»

Le candidat socialiste base d'ailleurs sa campagne électorale sur cette nostalgie ressentie par le peuple envers son défunt président. «*Le successeur de Chavez réutilise la carte des "t-shirts rouges" pour montrer que sa révolution est toujours en marche. Cette capacité à reprendre les thèmes populaires du régime de Chavez aide grandement Maduro.*»

Dans cet ordre d'idée, la chaîne de télévision ViVe, fondée par le gouvernement de Hugo Chavez en 2003, publiait hier une vidéo à la gloire de son ancien président. On peut y voir l'arrivée de Chavez au paradis, où il rejoint d'autres personnages historiques d'Amérique latine, comme Ernesto «Che» Guevara, l'ancien président socialiste chilien Salvador Allende et l'Argentine Eva Perón.



LA PRESSE

Nicolas Maduro, l'actuel président par intérim du Vénézuela, fera face à Henrique Capriles dans la course à la présidence qui a débuté hier.

Si, par définition, le parti socialiste de Maduro tend à toucher beaucoup plus les classes «*très, très*» pauvres, Mathieu Arès croit que celui de Capriles «*incorpore le parti des classes moyennes. Il se base sur la dérive autoritaire du régime de Chavez, qui est aussi une dérive très populiste, pour critiquer l'ancien régime et ainsi se promouvoir*».

Néanmoins, Mathieu Arès croit que «*Nicolas Maduro devrait être capable de remporter ces élections grâce à la vague de sympathie envers Chavez et son parti. Mais la lune de miel sera de courte durée.*»

L'Atelier

CHYPRE

Le ministre des Finances démissionne

La crise bancaire à Chypre a connu un nouveau rebondissement mardi avec la démission du ministre des Finances Michalis Sarris, qui a dit partir pour laisser libre champ aux enquêteurs chargés de déterminer les responsabilités, au plus haut niveau, dans la tourmente financière.

Le gouvernement a mis en place mardi une commission chargée d'enquêter sur la façon dont l'île a été poussée au bord de la faillite, au point de devoir accepter un plan de sauvetage européen assorti de mesures draconiennes.

M. Sarris a indiqué à des journalistes avoir décidé de quitter son poste car l'enquête doit se pencher sur la période pendant laquelle il dirigeait en 2012 la deuxième banque du pays, Laïki, mise en faillite dans le cadre du plan de sauvetage.

Haris Georgiades, actuellement ministre du Travail, doit être investi en tant que nouveau ministre des Finances mercredi.

Le président Nicos Anastasiades a remercié M. Sarris pour sa participation au gouvernement, mis en place il y a à peine plus d'un mois, soulignant que «*la décision de M. Sarris de donner sa démission [...] pour faciliter le travail de la commission d'enquête, constitue un phénomène culturel nouveau dans la vie politique chypriote*».

M. Sarris avait été nommé à la tête de la Laïki début 2012, avant de démissionner en août 2012, sur demande du gouverneur de la Banque centrale.

Le président Anastasiades a appelé les trois juges formant la commission d'enquête, qui ont trois mois pour rendre leurs conclusions, à se pencher «*en priorité*» sur sa propre personne et sur sa famille.

Les médias chypriotes bruissent ces derniers jours de rumeurs sur des transferts financiers effectués par des proches de M. Anastasiades, de son prédécesseur communiste, Demetris Christofias, ou d'autres personnalités politiques.

Plan d'aide assoupli

Outre des accusations de transferts douteux, la commission doit aussi enquêter sur une liste de personnalités politiques et leurs proches qui auraient bénéficé d'effacements de dettes ces cinq dernières années auprès de banques chypriotes.

Le gouvernement chypriote et ses créanciers internationaux sont parvenus mardi à un protocole d'entente qui donne à Chypre jusqu'à 2018, soit deux années de plus qu'initialement prévu, pour atteindre les objectifs exigés en contrepartie du prêt de 10 milliards d'euros.

Le plan de sauvetage européen a été assoupli, en donnant notamment un peu plus de temps à l'île pour réduire son déficit, afin de «*réduire la pression sur l'économie*» chypriote, a indiqué le porte-parole du gouvernement, Christos Stylianides.

Chypre a désormais cinq ans pour atteindre un excédent primaire (hors service de le dette) de 4% du PIB.

Au bord de la faillite, Chypre a obtenu le 25 mars un plan de sauvetage international de 10 milliards d'euros, au prix d'une restructuration drastique de son système bancaire qui va mettre largement à contribution les gros clients des deux plus grandes banques de l'île.

Associated Press

ZONE EURO

Le chômage atteint 12%

Le taux de chômage de la zone euro était de 12,0% en février, un niveau record, et le nombre de chômeurs y dépasse désormais les 19 millions, selon les données publiées mardi par l'office européen de statistiques Eurostat.

Le taux de chômage apparaît inchangé par rapport à janvier, où il a été révisé à 12,0% contre 11,9% précédemment. Mais 33 000 personnes supplémentaires sont venues grossir les rangs des demandeurs d'emploi dans la zone euro en février.

Au total, 19,1 millions de personnes étaient au chômage dans les 17 pays de l'Union monétaire.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage était de 10,9% en février, en hausse par rapport au mois précédent (10,8%). Cela correspond à 76 000 chômeurs de plus, soit 26,338 millions de personnes.

La progression du chômage est spectaculaire dans les deux zones par rapport à février 2012 : le taux de chômage était alors de 10,9% dans la zone euro et de 10,2% dans l'ensemble de l'UE.

Comparée à février 2012, la zone euro compte 1,78 million de chômeurs supplémentaires. L'UE dans son ensemble en compte 1,81 million de plus.

L'Espagne et la Grèce continuent d'afficher des taux de chômage astronomiques, à plus de 26%, pendant que plusieurs autres pays ont vu leur situation se détériorer.

En revanche, le taux de chômage de l'Allemagne est de seulement 5,4%.

Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans, à 23,9% dans la zone euro, continue d'atteindre des sommets en Grèce (58,4% en décembre 2012) et en Espagne (55,7%).

Agence France Presse

ÉGYPTE

Des victimes d'empoisonnement manifestent

Des centaines d'étudiants égyptiens en colère ont attaqué mardi les bureaux du président d'une université du Caire, après que des centaines de personnes aient été victimes d'un empoisonnement alimentaire.Les étudiants de l'université Al-Azhar sont tombés malades lundi, après avoir consommé le repas servi aux résidences universitaires du quartier Nasr, au Caire. Un responsable de la santé publique a indiqué que 479 étudiants ont été hospitalisés. L'université est affiliée à la mosquée Al-Azhar, le principal centre mondial d'études sunnites. Les étudiants ont attaqué les bureaux d'Ahmed el-Tayeb, le grand imam de la mosquée qui est aussi l'autorité suprême de l'université. Le procureur général d'Égypte a ordonné la tenue d'une enquête pour faire la lumière sur cette affaire

Associated Press

ÉCONOMIE

TECHNOLOGIE DE POINTE

Québec soutient les jeunes entrepreneurs

Le gouvernement priorise les nouvelles technologies

AMINE MALKI

Le gouvernement du Québec a annoncé, hier, qu'il apportait une contribution financière au programme Croissance Québec Techno de l'ordre d'environ 468 000 $. C'est Elaine Zakaib, la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec qui a annoncé la nouvelle. Cette annonce c'est faite lors du rassemblement annuel de la communauté technologique du Québec à l'École de technologie supérieure (ETS), à Montréal. La soirée était consacrée à la graduation de la cohorte 6 et au lancement de la cohorte 7 du programme.

Le programme Croissance Québec Techno est un programme qui favorise la croissance des entreprises du secteur technologique en leur offrant des ateliers de formations intensifs, un coaching spécialisé ainsi qu'un programme exécutif d'une semaine au MIT Sloan School of Management de Boston.

La manne financière servira *«à soutenir la continuité du projet initié par la Fondation de l'entrepreneurship et à appuyer la cohorte 2013»*, a expliqué Mme Zakaib. La Fondation de l'entrepreneurship est un organisme qui aide les néo-entrepreneurs en formation et en documentation académique qui traite de démarrages d'entreprises depuis plus de 30 ans.



L'ATELIER

La ministre Elaine Zakaib lors de son allocution à l'École de technologie supérieure.

La ministre n'a pas tari d'éloges sur les résultats obtenus par le programme lors des années écoulées, expliquant que la philosophie du programme rejoint totalement la vision économique du gouvernement. *«Nous voulons rentrer dans l'économie du 21e siècle. Une économie qui est ouverte sur le monde, qui s'inscrit dans le développement durable, qui vise la formation d'une main d'œuvre qualifiée et le développement des technologies de pointe»*, a déclaré Mme Zakaib.

La ministre n'a pas omis d'encourager avec ferveur les diplômés de la cohorte 6 à prendre leur place dans le marché mondial. Elle leur a rappelé qu'ils se lançaient dans un domaine d'activités qui génère 30 milliards de dollars par an au Québec, et qui reçoit annuellement 120 millions de dollars d'investissement dans la recherche et le développement.

Pierre-Karl Péladeau, président du conseil d'administration de la fondation de l'entrepreneurship, a abondé dans ce sens en vantant les mérites de l'investissement sur la technologie de pointe. Il a commencé en rappelant certains de ses investissements dans ce domaine. *«J'ai du payer cinq milliards pour acquérir Vidéotron.»* a-t-il déclaré dans un éclat de rire. Il a appuyé ses dires par quelques statistiques révélatrices. *«Les entreprises qui se lancent dans le domaine des technologies de pointe ont un taux de survie de 98% après les 5 premières années de leur existence. Le taux des entreprises qui se lancent dans des domaines plus conventionnels dépasse à peine 48%»*, a-t-il pointé du doigt. Le chef de la direction de Québécor a également rappelé le taux de croissance des entreprises du programme (155%) et le nombre d'emplois crées (1335) afin de souligner le succès du projet.

Yves Beauchamp, le directeur général de l'ETS a confirmé l'importance de ce secteur d'activité dans l'économie québécoise. *«L'avenir du Québec dépend en partie de vos futurs résultats»*, a-t-il déclaré en s'adressant aux diplômés de la cohorte 6.

L'Atelier

PROJET D'OLÉODUC

Ottawa est optimisme et Québec reste prudent

TransCanada a annoncé, mardi, le lancement d'un appel de soumissions pour son projet d'oléoduc permettant de transporter du pétrole brut de l'Ouest canadien vers les marchés de l'Est du Canada. Le ministre fédéral des Ressources naturelles, Joe Oliver, s'est empressé de réitérer son appui au projet et a invité le gouvernement du Québec à faire de même.

«Notre gouvernement soutient l'opportunité pour nos raffineries de transformer (...) davantage de pétrole canadien, ce qui engendrera des emplois pour les Canadiens et rendra notre pays moins dépendant du pétrole provenant de l'étranger qui est plus coûteux», a déclaré le ministre Oliver lors d'un point de presse à Ottawa.

Le membre du caucus conservateur a aussi dit espérer que le gouvernement du Québec *«va voir les avantages importants»* dans les domaines de la création d'emplois et de l'activité économique.

Une attachée de presse du ministre provincial des Finances, Nicolas Marceau, a toutefois réitéré que le gouvernement québécois ne se prononcerait avant d'avoir obtenu les conclusions d'un groupe d'étude sur ce dossier.

Le mois dernier, la première ministre Pauline Marois avait tenu un discours similaire lors d'une rencontre avec son homologue néo-brunswickois.

Du côté de l'opposition, le député néo-démocrate Peter Julian a déploré que le gouvernement ait *«saccagé»* le processus d'évaluation environnemental.

Le porte-parole en matière de ressources naturelles estime que *«Ce que ça prend pour avoir la confiance du grand public, c'est un processus d'évaluation environnemental solide, un processus de consultation publique sérieux»*.

Le Nouveau Parti démocratique reste tout de même favorable à un projet d'oléoduc Ouest-Est afin de permettre la création d'emplois.

Philippe Cannon, porte-parole de TransCanada, a tenu un discours similaire à celui du M. Oliver. *«On espère que les raffineurs et les autres acteurs de l'industrie vont être intéressés par un produit canadien, soit dans le but d'une consommation domestique ici dans l'Est du Canada, ou pour d'autres fins»*, a-t-il indiqué.

Il comprend la conversion pour le transport du pétrole brut d'une partie d'environ 3 000 kilomètres du réseau principal canadien de TransCanada et la construction d'un nouveau tronçon qui pourrait atteindre 1 400 km.

La Presse canadienne

Le communautaire a la cote

En temps de crise, le social attire quand même les investisseurs

ÉMILIE CHEVRETTE

Les entreprises canadiennes continuent d'investir dans les groupes d'action et les organismes communautaires malgré le climat économique incertain. C'est ce qu'a révélé hier le Conference Board du Canada dans son étude sur les investissements des entreprises dans les collectivités.

« L'enquête n'a pas seulement prise (sic) en considération les nombreuses façons dont les entreprises contribuent à des projets communautaires, mais également le temps, le travail et les compétences que leurs employés consacrent bénévolement », explique-t-on dans le rapport. Les investissements se regroupent en fait entre quatre catégories, soit l'aide monétaire, les activités de commandite, les services rendus dans la collectivité et le soutien dans les programmes de bénévolat.

Sur les 180 entreprises canadiennes interrogées, 85% ont poursuivi ou même augmenté leurs investissements. Ce serait la culture ou encore la réputation de l'entreprise, à savoir l'image de marque, qui expliquerait dans la plupart des cas la continuité de ces types d'investissements.

Les entreprises vont souvent axer leurs programmes sur des causes auxquelles elles s'identifient. L'étude du Conference Board démontre ce point avec, par exemple, la Banque Royale du Canada qui investit dans la pour aider à préserver l'eau douce. Les chercheurs ont aussi remarqué que ce sont souvent les présidents des entreprises ou les chefs de direction qui jouent un rôle important dans la durabilité des investissements.



CBSR NEWS

Barbara Turley-McIntyre, directrice du Développement durable et Conscience sociale de l'entreprise du groupe Co-Operators qui a contribué au projet de recherche.

Le communiqué du Conference Board indique également que les estimations faites sur les dons des entreprises avant la réalisation de cette étude, sont loin de rendre compte de la véritable ampleur des investissements des entreprises dans la collectivité.

L'Atelier

Les ventes de voiture augmentent au mois de mars

SIMON DANSEREAU

Au cours du mois de mars 2013, les ventes de plusieurs compagnies d'automobiles ont connu une hausse par rapport à 2012, d'après les résultats publiés mardi, même si d'autres marques ont enregistré de légères baisses des revenus au Canada.

Mazda Canada déclare avoir vendu 8 153 unités, ce qui représente une hausse de 5 % comparativement à mars 2012. Quant aux ventes totales en cumul annuel, elles sont en hausse de 3 % par rapport au premier trimestre de 2012.

Mazda Canada déclare avoir vendu 8 153 unités, ce qui représente une hausse de 5 % comparativement à mars 2012.

Honda et Acura de Honda Canada Inc. ont cumulé des ventes combinées de 14 497 unités le mois dernier. Elles représentaient une augmentation de 6 % par rapport à l'an dernier. La division automobile de Honda a vendu 12 769 unités en mars, un nombre similaire à la même période l'an dernier. Les ventes du côté de la division Acura s'élèvent quant à elle à 1 728 unités en mars, une hausse de 92 % par rapport à l'année précédente.

Mercedes-Benz Canada avait livré 3 820 unités Mercedes-Benz et smart au court du dernier mois, ce qui représente 12,3 % d'unités de plus qu'en mars 2012 et fait de mars 2013, le meilleur mois que le groupe ait jamais connu. En cette fin du premier trimestre de 2013, un total de 7 810 unités ont été vendues chez les concessionnaires du manufacturier allemand au Canada.

Des baisses de ventes sont toutefois à signaler chez les manufacturiers Kia et Toyota. Kia Canada a enregistré des ventes de 5 877 véhicules neufs en mars, une baisse de 11,3 % par rapport au même mois de l'année précédente. Quant à Toyota, le manufacturier japonais a connu au pays des ventes de 16 286 véhicules en mars, soit une baisse de 6,1 % par rapport à 2012. Malgré cette baisse, le modèle utilitaire sport RAV4 de quatrième génération a connu le meilleur mois de vente de son histoire, avec 3 635 unités vendues.

En plus du succès du RAV4, les ventes de camions de Toyota Canada Inc. (TCI) ont aussi connu le meilleur mois de mars de leur histoire, avec 8 551 camions vendus, ce qui représente une hausse de 22,9 % par rapport à 2012.

L'Atelier

Martin J. Légère a eu un dernier hommage

Mardi après-midi, plus de 1000 personnes se sont recueillies à l'église Saint-Pierre-aux-Liens de Caraquet afin de rendre un dernier hommage à Martin-J. Légère, fondateur du Mouvement des caisses populaires acadiennes, décédé la semaine dernière à l'âge de 96 ans, à Caraquet.

La vie de cet homme ayant grandement contribué à la mise sur pied du mouvement coopératif acadien a laissé peu de gens indifférents. Avant et durant la cérémonie d'environ 1 h 30, plusieurs proches de Martin-J. Légère ainsi que des élus ont tenu à saluer sa vie exceptionnelle. La messe a pris fin avec la chanson Grand Pré, interprétée par Sandra Le Couteur.

Étant l'un des fondateurs du Mouvement des caisses populaires acadiennes, il a occupé le poste de président-directeur général jusqu'à sa retraite en 1981.

Il a également participé à la fondation de plusieurs organismes dans la région de Caraquet, dont l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, du Festival acadien, la Chambre de commerce du Grand-Craquet, des Richelieu et de la Villa Beauséjour.

La Presse canadienne

Une commande allemande pour Bombardier

Bombardier Transport a remporté hier un contrat de 145 millions de dollars américains avec Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire allemande. Bombardier fournira 12 voitures de train Twindexx à deux niveaux. Ces automotrices, équipées pour le trafic urbain, sont chacune composées de quatre parties : deux motrices et deux sont des voitures intermédiaires.

Ces trains, qui seront livrés dès l'année 2015, circuleront entre Bamberg, Wurtzbourg, Aschaffenbourg et Francfort à une vitesse de 160 km/h. Cette commande fait partie de l'accord-cadre signé en décembre 2008. La compagnie Deutsche Bahn a donc déjà commandé 290 de ces voitures à deux niveaux pour le transport longue distance et régional.

La Presse canadienne

Eterna et Sipar fusionnent

Deux entreprises québécoises de gestion de portefeuilles, Eterna et Sipar, ont annoncé hier le regroupement de leurs activités. La nouvelle société, qui gardera le nom de Gestion de placements Eterna (GPE), gérera des actifs de 1,1 milliard de dollars.

Cette annonce a été accompagnée de celle de la formation d'une nouvelle division, Actions québécoises Sipar-Eterna. On a aussi appris que le nouveau responsable du développement pour GPE sera Pierre-Olivier Tardif, qui possède 11 ans d'expérience dans la gestion de placements et de courtage.

«L'association entre GPE et Sipar permettra à notre société de prendre une place grandissante dans le marché de la gestion institutionnelle au Québec», a déclaré le président de GPE, Paul Tardif.

L'Atelier

SPORTS

COURSE AUTOMOBILE

En queue de peloton au Québec

Les monoplaces de Formule 1 suscitent l'intérêt des Québécois le temps d'une fin de semaine à Montréal

GUILLAUME THIBAULT



F1FANATIK.CO.UK

Les voitures de F1 défilent sur le circuit Gilles-Villeneve lors du Grand Prix de Montréal en 2008.

Le sport automobile est loin d'être en pôle position dans le cœur de la population québécoise. Plusieurs autres sports ont plus de visibilité dans les médias, on a qu'à penser au hockey, au football et même au soccer.

Certes le monde de la course automobile du Québec a eu, et a encore, de grandes vedettes dont Gilles Villeneuve, son fils, Jacques, champion du monde de Formule 1 en 1997, ou Patrick Carpentier en Champ Car. Plus récemment, un québécois s'illustre sur le vieux continent, il s'agit de Bruno Spengler, champion 2012 du DTM (Championnat allemand de voitures de tourisme).

Par contre, le sport automobile fait face à plusieurs difficultés au Québec. Selon Ray Junior Courtemanche, pilote québécois de la série NASCAR Canadian Tire, *«la situation est difficile, puisque les médias couvrent moins ce sport. On se bat constamment contre les autres sports beaucoup plus couverts, comme le hockey.»* En comparant la couverture médiatique de la course automobile au hockey, on peut comprendre le point de Ray Junior Courtemanche. *«Si vous prenez les coupures des journaux du Québec, pendant un mois, sur le hockey, ont pourrait faire un feu de camp qui durerait un an, alors que si on prend celles des courses automobiles, ont auraient à peine un feu.»*

Bertrand Godin, chroniqueur automobile, ajoute *«que les commanditaires sont difficiles à trouver. Avant, la compagnie Player's versait des millions dans les équipes et la couverture médiatique des événements. Présentement, on vit une crise dans ce domaine.»* Le champion du DTM apporte un autre aspect qui peut rendre difficile la pratique de la course automobile au Québec *«avec l'hiver qui est plus long ici, c'est pas facile pour notre sport. La saison commence donc plus tard qu'en Europe. Dans un monde parfait, l'hiver serait moins long et le sport pourrait plus se développer.»*

L'intérêt pour la course automobile peut être influencé par la participation de pilotes-québécois dans les grands championnats internationaux. *«Oui, il y a de l'intérêt, mais quand le pilote ne gagne plus de grandes compétitions, on n'en parle plus dans les médias. Ils s'accrochent à un pilote en particulier, mais ne parlent pas des autres»*, selon Ray Junior Courtemanche.

Pour Spengler, le fait que des pilotes québécois sont populaires sur la scène internationale influence, mais selon lui *«il faudrait poser la question directement aux jeunes pilotes à savoir si ça les inspirent.»* Pour sa part, il est fier d'avoir représenter le Canada et le Québec au championnat DTM et si ça peut inciter les jeunes, il en serais encore plus heureux. De son côté, Bertrand Godin affirme que *«côté talent, le Québec est bien fourni, que ce soient au niveau des monoplaces, ou du karting pour l'avenir. Le talent est présent, avec les Tagliani, Ranger et Spengler, ont est bien servis.»*

La présence du Québec dans le monde du sport automobile est établie et le talent n'est plus à questionner, mais l'intérêt n'y est pas toujours. Par exemple, M. Godin dit que *«la couverture médiatique du Grand Prix de Montréal se fait plus sur les retombées économiques de l'événement, que sur la passion de la Formule 1 et du sport. De plus, le public a accès à une quantité de sports et la course automobile est noyée dans cet océan de choix.»*

L'Atelier

DATE LIMITE DES TRANSACTIONS

Le marché selon Enrico Ciccone

ÉTIENNE BRIÈRE

Vous avez vraiment cru que Jarome Iginla allait à Boston ? C'est facile de se perdre dans tout le charabia des rumeurs qui tournent sur Twitter et de croire n'importe quel blogueur qui envoie Sidney Crosby à Montréal.

Question de remettre les pendules à l'heure, L'Atelier s'est entretenu avec l'analyste Enrico Ciccone en marge de la date limite des transactions. Ancien joueur et agent de joueurs, Enrico Ciccone offre une vision de l'intérieur d'une des journées les plus importantes du calendrier pour les équipes de la LNH.



AGENCE QMI

Jarome Iginla évoluera dorénavant avec les Penguins.

Le cas Luongo

Bien que plusieurs rumeurs veulent que le gardien originaire de St-Léonard soit échangé, Enrico Ciccone croit quant à lui qu'il restera à Vancouver jusqu'à la fin de saison. Même si ce dernier est un des gardiens le mieux payés de la ligue et qu'il partage le temps de jeu avec son collègue Cory Schneider. Les Canucks attendraient plutôt l'été pour l'échanger. Selon l'ancien joueur, les Flyers auraient été grandement intéressés aux services de Luongo, mais leurs efforts furent en vain.

Les épreuves de Marc Bergevin

Les grands rivaux des Canadiens, les Bruins, se sont améliorés en allant chercher Jaromir Jagr. Pour Ciccone, le Canadien devrait réagir, mais pas à n'importe quel prix. *«Marc Bergevin cherche constamment à améliorer son organisation, mais il faut savoir où on est situé et où on s'en va, ça ne vaut pas la peine de donner beaucoup pour un joueur de location.»*

Selon lui, le Tricolore serait mieux servi en allant chercher un joueur robuste comme Raffi Torres. *«Torres serait un joueur intéressant pour le CH. C'est un genre de joueur qui pourrait aider le CH à faire une ou deux rondes.»* Il affirme qu'il pourra être utile dans une série de sept matchs contre une équipe physique comme Boston ou Philadelphie.

Sinon, l'ancien dur à cuire croit que le Canadien devrait s'améliorer à la défense avec un joueur de la trempe de Robin Regher. Ce dernier a été acquis par les Kings, mais *«il aurait été le défenseur idéal pour le CH. Il a un bon physique et c'est un gars capable de défendre ses coéquipiers.»* L'acquisition d'un tel joueur permettrait également de soutenir défensivement Andrei Markov qui perd en efficacité défensive.

Avant trois heures

L'ancien joueur du Canadien croit que les échanges ne seront pas fastes, mais qu'il y en aura. Il gardera particulièrement les yeux ouverts sur les joueurs qui sont au centre de certaines rumeurs. *«Je vais surtout porter mon attention sur les gardiens Jonathan Bernier, Ryan Miller, Mikka Kiprusoff et Nikolaï Khabibulin.»* Il déclare aussi que l'on devrait surveiller Mike Ribeiro, Keith Yandle et Mark Streit.

Mais pour lui, rien de ce qui va se passer demain ne pourra éclipser ce que les Penguins ont fait depuis une semaine. L'acquisition de Jarome Iginla et de Brandon Morrow sont significatifs. *« Ce sont deux capitaines de plus qui vont à Pittsburg. Acquérir un capitaine d'une autre équipe c'est précieux. »*

L'Atelier

CHRONIQUE

Les Jays survoleront l'Est



ÉTIENNE BRIÈRE

En 1998, les Blue Jays ont fini la saison avec 88 victoires. Le même nombre que les Rangers du Texas et une de moins que les Indians de Cleveland, tous deux champions de leur division respective. Malheureusement pour les Torontois, ils ont terminé 3e dans leur division, quatre parties derrière les Red Sox et 22 derrière les Yankees, éventuels champions de la Série Mondiale.

C'est un peu ce qu'exprime l'histoire des Jays depuis leur entrée dans la division Est de la ligue américaine en 1994 ; ils sont simplement des petits frères pour les riches New-Yorkais et Bostoniens qui « achètent » leurs championnats. Mais cette année, tout risque de changer.

Alors que la neige couvrait encore le toit du Rogers Center, la masse salariale des Jays est passée de 75M$ à 118M$. Le baseball est un sport où celui qui dépense le plus, gagne le plus. C'est pourquoi les Jays se sont « achetés » une véritable équipe de championnat. Les Beatles chantaient « can't buy me love », mais c'est certainement pas le cas pour les Jays de cette année. Je leur donne tout mon amour et je crois que les Torontois regarderont finalement leurs grands frères de haut.

Leurs succès seront principalement offensifs grâce à un alignement au bâton bien balancé, et surtout, puissant. Tout commence avec Jose Reyes, un des meilleurs premiers frappeurs des majeurs. C'est un joueur rapide qui se rend souvent sur les buts. Sa moyenne de présence sur les buts (OPS) de .342 et ses 40 buts volés en 2012, offrent une amélioration nette face à ce que Colby Ramus apportait l'an dernier (.289 OPS, 4 buts volés).

Se rendre sur les buts c'est surtout important quand Jose Bautista et Edwin Encarnacion sont au centre de l'alignement. Les deux Dominicains sont parmi les meilleurs producteurs de points de ligue dans les dernières années. L'an dernier, Bautista a frappé 27 circuits et 65 points produits en 92 matchs, alors qu'Encarnacion a produit 110 points et a ajouté 42 longues balles. Les deux sont en santé pour commencer l'année, et avec la protection offerte par Melky Cabrera et Brett Lawrie aux 5e et 6e rangs dans l'alignement, leur production offensive ne peut que s'améliorer.

Justement, l'acquisition de Melky Cabrera est importante, car elle permet d'ajouter un excellent bâton (moyenne de .346 l'an dernier), et surtout, d'éliminer la médiocre production de Rajai Davis (moyenne de .257). Si on prend en compte la statistique des « victoires face à un joueur remplaçant » (WAR), Cabrera offre 4,7 victoires, alors que Davis était à 0,7.

Un sage a dit un jour: « pitching is the name of the game ». Les Jays ont profité des poches soudainement profondes de leur propriétaire pour honorer ce dicton. En plus de l'acquisition du gagnant du trophée Cy young, R.A Dickey (3,9 WAR), ils ajoutent de la profondeur à leur équipe de partants avec le gaucher Mark Buehrle et le droitier Josh Jonhson. L'an dernier, les partants n'ont amassé que 73 victoires, terminant 10e dans la ligue américaine. Outre Brandon Morrow, aucun lanceur n'avait un meilleur WAR que 0,2. Cette année on ajoute les 2,2 WAR (moyenne en carrière) de Josh Johnson, les 2,1 de Buehrle et les 20 victoires de R.A Dickey. Dans la division, aucune rotation de partants n'aura le calibre que celle des Jays a le potentiel d'avoir.

Les preneurs aux livres donnent 90 victoires aux Jays. Si jamais les paris sportifs étaient légaux, je mettrais un petit deux que les Torontois dépasseront les prédictions de Vegas.

L'Atelier

Ça bouge dans la LNH

Le Canadien de Montréal a acquis le défenseur Davis Drewiske des Kings de Los Angeles, en retour d'un choix de cinquième ronde en 2013, a rapporté selon ce qu'a rapporté le site de la Ligue nationale de hockey (LNH).

La journée d'hier a été mouvementée dans la LNH. Plusieurs gros noms cités dans les rumeurs de transaction ont déménagés dans une nouvelle ville.

La journée a débuté avec la transaction envoyant le défenseur Marc-André Bergeron du Lightning de Tampa Bay aux Hurricanes de la Caroline, en retour d'Adam Hall et d'un choix de septième ronde en 2013.

Les Canucks de Vancouver ont transigé avec les Stars de Dallas pour obtenir les services du joueur de centre, Derek Roy, en retour d'un espoir et d'un choix de deuxième ronde en 2013.

Les Stars ont continué leur vente en échangeant l'attaquant Jaromir Jagr aux Bruins de Boston en retour de deux espoirs et d'un choix conditionnel de deuxième ronde en 2013.

Les Sharks de San Jose ont finalement décidé de transiger l'ailier Ryan Clowe au Rangers de New York contre un choix de deuxième et de troisième ronde en 2013, en plus d'un choix conditionnel.

De plus, les Canucks de Vancouver ont aussi accordé un contrat de dix millions pour quatre ans à l'ailier, Christopher Higgins. Les Capitals de Washington ont, quant à eux, fait signé une prolongation de contrat, évaluée a 1,4 million $ au défenseur Jack Hillen pour une période de deux ans.

L'Atelier

CULTURE

Desde los Andes

Depuis les Andes, le Pérou conquit le Québec

GIULIANA CONTAVALLI



MONTAGNES.OVER-BLOC.FR

Les tissus péruviens sont mis de l'avant dans différentes formes d'art au Québec.

Pour la saison printemps-été qui s'en vient, la brise semble provenir des Andes», Anthony Mitropoulos, ELLE Québec

Les produits provenant du Royaume des Andes connaissent un grand essor sur le marché international. Du quinoa, qui gagne sa place aux côtés des légumes québécois à l'heure du souper, aux étoffes multicolores, tissées à plus de 3800 mètres d'altitude, en passant par la maca, supplément alimentaire à la mode chez les adeptes de diètes liquides, le Pérou ajoute un peu de piquant à la culture du Québec.

Le Pérou a gagné les couloirs du Musée des beaux-arts du Québec, qui présente une exposition sur le pays, le Festival du cinéma latino-américain de Montréal, où deux films du Pérou sont présentés et les collections des créateurs de mode québécois. Ce refleurissement culturel est lié à un état de stabilité économique et politique nouveau au Pérou. *«Évidemment, le terme stabilité reste entre guillemets, mais on peut dire que la fin du scandale des détournements de fonds, par l'ex-président Alberto Fujimori, a permit de revenir vers un système beaucoup plus équilibré»*, explique le doctorant à l'Université de Montréal, Victor Fernandez, qui se spécialise en culture latino-américaine.

Le pays se remet aussi de la période sombre des années 1990. Le terrorisme et la violence contre les minorités aborigènes s'étendaient alors des villes côtières voisines du Pacifique aux petits villages perdus dans l'immensité de l'Amazone. Ironiquement, c'est cette violence qui permet aux cinéastes péruviens de s'illustrer sur la scène internationale. *« Par des films tels que Lucanamarca et La teta assustada, qui a par ailleurs était nominé aux Oscars, les réalisateurs péruviens ont introduit des réalités directement en lien avec le terrorisme qui sévissait au Pérou d'Abimael Guzmán, fondateur du Sentier lumineux, parti communiste péruvien à l'origine conflit armé des années 1980 et 1990»*, affirme Victor Fernandez. Bien que plus romancés, les suspenses et les drames psychologiques du célèbre réalisateur Francisco Lombardi déconstruisent eux aussi le phénomène de violence, qui empêchaient le plein vol du condor péruvien sur la scène mondiale.

La culture péruvienne se démarque aussi dans le domaine de la mode. *«Comme la culture latino-américaine a toujours été présente dans la mode, plusieurs designers, comme Dolce&Gabbana vont déterrer certains de leurs looks d'autrefois pour leur redonner un vent nouveau. Pour la saison printemps-été qui s'en vient, la brise semble provenir des Andes»*, suggère Anthony Mitropoulos, adjoint au rédacteur de mode du magazine ELLE Québec. Il ajoute que les tendances à venir tournent autour d'une fascination pour les formes et les motifs géométriques ainsi qu'avec tout ce qui est artisanal. La célèbre marque Ralph Lauren, par exemple, a trouvé dans l'explosion chromatique des tissés folkloriques péruviens, l'inspiration idéale pour son défilé printemps-été 2013. Vogue Paris, en collaboration avec le photographe péruvien Mario Testino, a même dédié tout leur numéro du mois d'avril au royaume du soleil et de la lune. Cette exposition à l'international confirme que l'arrivée du printemps se fera dans les couleurs de l'Amérique latine. *«Il n'y a aucun doute, c'est des tendances qui vont se retrouver dans les prochains numéros d'ELLE Québec»* certifie Anthony Mitropoulos.

L'Atelier

FESTIVAL DU CINÉMA LATINO-AMÉRICAIN DE MONTRÉAL

Deux Québécois à l'affiche

AMINATA TIELLO

Deux réalisateurs québécois seront à l'affiche du 5 au 25 avril prochain lors du quatrième Festival du cinéma latino-américain de Montréal. Il s'agit de Charles Gervais pour son documentaire ¿¡REVOLUCIÓN!? et de Francine Pelletier pour son documentaire La Revanche du Tango. Ces deux documentaires portent tous deux sur l'Amérique latine, le premier traitant de la politique au Venezuela pendant l'ère Chavez, l'autre sur le renouveau du Tango en Argentine.

Quand on leur demande d'où leur sont venues les idées pour leur reportage, chacun évoque le *«coup de tête»* ou le hasard. *«Le tournage du film a débuté en 2005, au moment même où un grand mouvement de gauche touche l'Amérique latine. Lorsque Chavez [NB : ancien président du Venezuela] décide distribuer plusieurs millions d'exemplaires de la bande dessinée Don Quichotte, je me suis intéressé au pays et sur un coup de tête je suis parti avec un ami et une caméra au Venezuela pour tourner»*, dit Charles Gervais. Francine Pelletier évoque plutôt un simple concours de circonstances qui l'amenée au pays du Tango: *«C'est par un heureux hasard que j'ai débuté le documentaire. En effet j'étais en vacances en Argentine, à Buenos Aires, le berceau de la danse qu'est le tango. C'est en voyant une annonce pour aller voir un spectacle de Tango que je me suis retrouvée dans un univers de jeunes, complètement différent de celui auquel je m'attendais, c'est-à-dire un univers assez vieillot et très posé»*, raconte-t-elle.

Ces deux documentaires n'ont pas été réalisés au même moment, mais s'inscrivent tous deux dans l'actualité. «J'ai fait ce film pour qu'il s'inscrive dans la durée, en tentant d'expliquer à travers une *«théorie révolutionnaire en dix étapes»* comment faire une révolution dans le monde d'aujourd'hui, mais également pour *«aider»* l'ancien président Chavez à ne pas tomber dans une dérive anti-démocratique, ce qui a malheureusement été le cas. Mais aujourd'hui le documentaire reste pertinent, notamment avec tout ce qui se passe en ce moment au Venezuela», explique M. Gervais à propos de son œuvre qu'il a réalisée entre 2005 et 2007. Pour Francine Pelletier, le *«renouveau du tango»* qu'elle raconte dans son documentaire produit en 2011, s'inscrit dans les mouvements d'aujourd'hui.

M. Gervais évoque également le mélange de genres qu'il y a dans le docu-fiction ¿¡REVOLUCIÓN!? : *«Pour réaliser ce film, j'ai fait appel non seulement à la réalité, mais également à la fiction, car le narrateur n'existe pas vraiment, il est fictif. J'ai aussi utilisé de l'animation pour créer un mélange particulier. C'est donc un bon mélange entre fiction et réalité»*, raconte-t-il.

Plusieurs films réalisés par des réalisateurs sud-américains, mais aussi quelques uns du reste du monde seront également projetés lors du Festival qui démarre vendredi prochain.

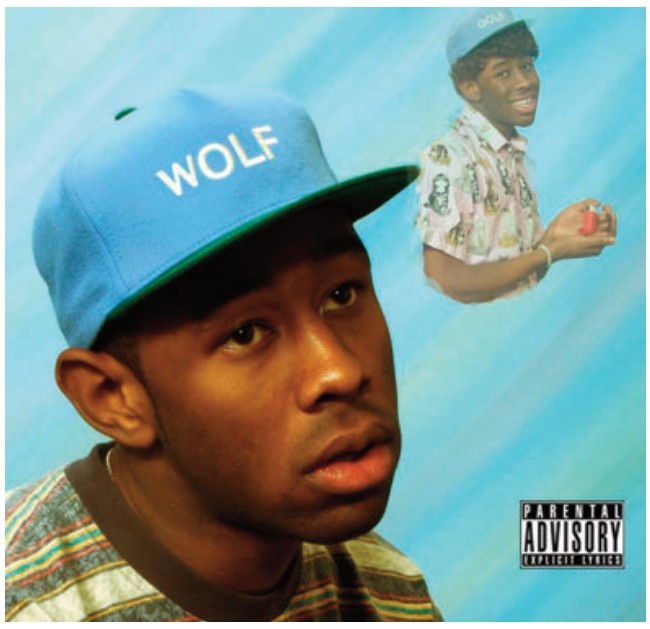
L'Atelier

MUSIQUE

Métamorphose du créateur

Wolf, par Tyler The Creator

CHARLES BOUTAUD



L'artiste Tyler the Creator a plusieurs alter egos. Le personnage de *Wolf* est le plus diabolique d'entre eux.

Le rappeur Tyler The Creator, se métamorphose. Son nouvel album, *Wolf*, nous montre le jeune homme sous un nouvel angle.

Son album précédent, Goblin, paru il y a deux ans, était aussi désordonné que la jeunesse de ses 20 ans, agité et chaotique comme la tempête internet dans laquelle Tyler et sa troupe, Odd Future, étaient plongés.

Cette fois, sur *Wolf,* la tempête s'est dissipée et l'agitation s'est essoufflée, pour faire place à un Tyler plus posé sur ses textes. Le créateur livre enfin la féroce sincérité que sa voix grave laissait promettre, celle-ci atterrit lourdement sur un hip-hop dont seul la batterie arrive à percer l'ambiance lugubre.

Suivant une évolution similaire à celle qu'a connue Eminem entre Slim Shady et The Marshall Mathers, la rage irrévérencieuse de Tyler ne semble plus être alimentée par sa haine, mais par sa vulnérabilité. La nouvelle présence émotionnelle du jeune homme est évidente quand sa maturité vient combler le vide de la peine d'amour sur *Awkward. Pigs*, témoigne de la même transparence, alors que l'angelin nous laisse pénétrer confortablement dans sa solitude tranquille.

C'est cependant sur *Colossus* que le rappeur de Los Angeles est à son meilleur, laissant libre cours à sa créativité débordante. S'inspirant du scénario de *Stan* d'Eminem, Tyler se met dans la peau de ses admirateurs pour témoigner simultanément de sa gratitude envers eux, ainsi que de son exaspération face à la célébrité. Confus et fatigué par sa place démesurée dans la société à 22 ans, Tyler répond sincèrement à un des fans qu'il personnifie dans la chanson, par l'intraduisible métaphore, *« I see you're lonving my shit, and I appreciate the fact that you would suck on my dick, but I'm not gay so it's awkward »*.

Honnête, dérangeant et créatif, Tyler est devenu ce qu'il devait devenir ; Wolf est son meilleur projet à ce jour.

L'Atelier

Funérailles d'Yvan Ducharme samedi

Les proches et admirateurs du comédien et humoriste Yvan Ducharme pourront lui rendre un dernier hommage cette semaine. Sa famille recevra le public vendredi et samedi au complexe funéraire Yves Légaré, à Laval. Les funérailles auront lieu samedi à 11 h 30 en l'Église de la Visitation, située sur le boulevard Gouin Est, à Montréal. Cet artiste, qui s'était notamment révélé au public grâce aux Insolences d'un téléphone à la station de radio CJMS durant les années 60, est décédé le 21 mars à l'âge de 75 ans. Il avait été conduit auparavant à la Cité de la Santé à Laval, souffrant de détresse respiratoire provoquée par une maladie obstructive pulmonaire chronique dont il était atteint. Au fil des ans, Yvan Ducharme a surmonté de nombreux problèmes de santé. Il a vaincu trois cancers, subi deux accidents vasculaires cérébraux et une pancréatite aiguë. Depuis 1990, il se consacrait à la peinture dans son atelier de Montréal.

La Presse canadienne

Les finissants de l'UQAM exposent

L'événement Passage à découvert sera de retour à la Galerie de l'UQAM du 5 au 20 avril 2013. L'exposition est faite en collaboration avec l'École des arts visuels et médiatiques de l'UQAM et les travaux des finissants seront exposés. Huit prix et bourses d'excellence seront remis à des étudiants lors de l'événements : les prix d'excellence Jacques-de-Tonnancour, Irène-Sénécal, Robert-Wolfe et École des arts visuels et médiatiques; la bourse Charest-Wallot; ainsi que les prix du Centre des arts et des fibres du Québec (Diagonale) et du Bureau-phile.

L'Atelier

Michelle et Barack Obama émus par *42*

Michelle Obama a affirmé que le film «42», qui relate l'ascension du joueur de baseball Jackie Robinson, l'a profondément émue, ainsi que le président. Le couple présidentiel a regardé le film la fin de semaine dernière. La première dame a confié que le film «42» les avait aussi amenés à se demander comment Jackie Robinson avait pu traverser ces épreuves. Mme Obama a tenu ces propos, mardi, avant une rencontre avec des élèves qui avaient pu voir le film dans une salle de la Maison-Blanche. Les jeunes ont également pu adresser des questions à la veuve de Jackie Robinson, Rachel, et des membres de la distribution, incluant Chadwick Boseman, qui incarne le célèbre joueur de baseball dans le film.

The Associated Press

Céline Dion à Québec: les billets en vente ce samedi

Les 60 000 billets du spectacle de Céline Dion à Québec seront mis en vente à compter de 10 heures samedi prochain le 6 avril et en pré-vente les 4 et 5 avril. Le coût des billets variera entre 69,99 $ et 299,99 $, selon la zone réservée sur le site. La chanteuse montera sur scène sur les plaines d'Abraham le 27 juillet pour présenter "Céline... une seule fois".

La Presse Canadienne

CULTURE

SLAM

Retour aux sources

Après avoir vécu un *buzz* médiatique, l'art vit dans l'ombre

CHARLES BOUTAUD

Le 2 mars dernier, le slammeur Ivy prenait place, avec chorale et orchestration, dans la nef du Gesù. Le spectacle, Hors des sentiers battus, présenté dans le cadre du festival Montréal en Lumière, a fait salle comble. Malgré ce succès, la question demeure: le *buzz* autour du slam est-il mort ?

La performance d'Ivy demeure le seul événement du genre ayant obtenu une couverture médiatique importante au Québec depuis la folie slam de Grand Corps Malade et les 1,3 millions de copies vendues de Midi 20, premier album de l'artiste français, de la banlieue parisienne.

Pour Ivy, il faut premièrement ne pas confondre le slam plus traditionnel et le slam plus spectacle. *« Le slam à la base c'est des rencontres, c'est une activité sociale, c'est de l'accapella et le reste c'est autre chose »*, présente-t-il, rajoutant que puisqu'il vient originellement du milieu de la musique « c'est sur *[qu'il a] envie de faire porter [ses] textes par la musique, par l'orchestration ».*

Ivy trace donc une ligne séparant distinctivement le slam traditionnel, plus social et intimiste, de cette autre forme d'expression lyrique dérivée du slam et orchestré en musique se rapprochant de la performance et du spectacle.

Les textes, qui ont fait le succès de Grand Corps Malade, étaient d'ailleurs accompagnés d'un piano, aux touches teintées d'influences hip-hop. L'œuvre du poète des banlieues de Paris, se placerait donc dans la deuxième catégorie.

Le slam des puristes peut-il lui aussi trouver sa place dans les grands festivals et dans les grands magasins de disques ? Pour Ivy cela semble peut probable. Pour lui, *« le monde de la chanson boude un peu, pas mal, le monde du slam et ne lui laisse pas vraiment de place ».*

Ce qui ne semble pas pour autant déranger le slammeur. Le slam étant avant tout pour lui une activité sociale, il continue d'être présent et d'exister sur la scène locale.

L'escalier, un resto-bar-café de la rue Sainte-Catherine, fait partie de ces repères de la scène slam de Montréal. On y présente trois mercredi par mois des soirées de slam. Pour L'escalier, le slam n'est pas en perte de vitesse mais bien en plein essor. Pour ce resto-bar *« le public n'a pas fini de découvrir le slam, il vient même juste de découvrir que le slam c'est aussi autre chose que Grand Corps Malade ».* Le resto-bar affirme d'ailleurs, que les soirées qu'il présente sont *« toujours aussi populaires »* et estime que *« le désintérêt pour le slam vient d'avantage des médias que du public ».*



ÉTIENNE DAGENAIS

Malgré la baisse de popularité du slam, le slammeur Ivy ne s'inquiète pas pour l'avenir de cet art.

Le slam continue donc de vivre et de grandir, même s'il ne se développe plus sous l'œil attentif des médias. De toute façon, pour Ivy, *«le slam peut s'épanouir ailleurs, puisque ça a toujours été underground ».*

Le slammeur estime tout de même que la communauté du slam doit *« aller rejoindre les gens, même si pour l'instant, les moyens ne le permettent pas vraiment ».* Rien ne semble donc bien certain quant au futur de cette pratique orale, mais pour l'instant le souffle du slam vie toujours.

L'Atelier

Retrouvailles tout en humour

Le Gala 25e anniversaire de l'école nationale de l'humour a réuni habitués et recrues

GIULIANA CONTIVALLI

Le vestibule se remplit, l'attente paraît longue, les gens sont impatients, mais portent tous un sourire aux lèvres. Louis-José Houde, Patrick Huard, les Chick'n Swell, Mario Jean, Martin Matte, Les Denis Drolet, Dominic et Martin... les noms de quelques légendes de l'humour québécois se font entendre dans une cacophonie de rires et de petites jasettes.

Qu'ont-elles en commun? Elles représentent, avec la relève, la pulsation de l'humour au Québec. Année après année, battement après battement, l'École nationale de l'humour (ÉNH) célèbre la concrétisation de sa principale mission : professionnaliser l'humour.

«C'est le 25e anniversaire de l'école et cette année, il y a une complicité incroyable! Le souci qu'on a eu est de présenter tous les jalons du métier sous une forme de rencontre. Je crois vraiment que les gens pourront réellement sentir le pouls de l'humour au Québec, autant de l'humour d'aujourd'hui, que celui de demain et d'après demain!» s'exclame Louise Richer, directrice générale de l'ÉNH, avant de se diriger rapidement vers la scène, pour livrer l'introduction au gala. D'une voix émotive, elle salue *«tous ceux qui ont relevé l'immense défi d'inventer une école et de la faire évoluer».*

Il faut dire que cette école d'excentriques a fait beaucoup de chemin depuis son fondement par le Groupe Juste pour rire, en 1988. En 25 ans, la formation est passée de six mois à deux ans. Le programme s'est adapté au milieu professionnel grandissant et aux innovations technologiques et médiatiques. En tout, près de 500 élèves ont pu faire d'une passion un métier à part entière.



GIULIANA CONTIVALLIR

Françcois Morency animait la soirée, blaguant souvent à propos de son ancienneté.

Parmi eux, François Morency, humoriste faisant partie de la cohorte de 1992, se plaint de son rôle d'hôte du gala-bénéfice. *«C'est pas vrai! Je suis tanné! Parce que là, j'ai fait le gala en 92, pour célébrer les cinq ans. Après, j'ai fait un numéro au gala du 10e...un numéro au gala du 15e... j'ai coanimé le gala du 20e... et là, je fais l'animation ce soir pour le gala du 25e. Visiblement, je vais encore être pognée icitte pour le gala du 50e en 2018!»* s'écrit-il dans une pluie d'applaudissements.

Grâce à la création du premier fonds de bourses de l'école, financé par la Fondation J.A. DeSève, ainsi que par les profits générés par le gala, les recrues de l'ÉNH auront peut-être le plaisir d'être elles aussi *«pogner»* à animer des galas pendant plus d'un quart de siècle.

L'Atelier

World War Z censuré pour les Chinois

Le quotidien britannique *The Gardian* rapporte que Paramount a censuré son film *World War Z,* mettant en vedette Brad Pitt, qui sortira en salle en juin 2013. Cette intervention aurait été faite pour prévenir la censure chinoise. Une scène en particulier, dans laquelle des personnages discutent de la cause de l'attaque de zombie (le coeur du film) et pointent la Chine, aurait été visée. D'après le *Guardian*, la nouvelle arrive juste après que Marvel ait décidé de sortir un *Iron Man 3* là aussi spécialement conçu pour plaire au public chinois.La Chine constitue un public de plus en plus important pour le cinéma. D'après la Motion Picture Association of America (MPAA), elle se classerait à la seconde place en terme de box-office au niveau international.

L'Atelier

La saison quatre de Game of Thrones est confirmée

Le président de la programmation de la chaîne télévisée américaine HBO, Michael Lombardo, vient d'annoncer le retour de la série Game of Thrones pour une quatrième saison. Dix nouveaux épisodes sont prévus à l'horaire et le tournage devrait commencer cet été. Basé sur la série de romans fantastiques médiévaux à succès écrit par George R.R. Martin, *A Song of Ice and Fire* relate l'histoire de la lutte pour le pouvoir des nombreux seigneurs du continent de Westeros. Selon des données récentes, la première émission de la saison trois, qui a été diffusé le 31 mars dernier, a tenu en haleine près de 4,4 millions de téléspectateurs, un record pour la chaîne télévisée. Le succès de la série ne cesse de grandir depuis le début de sa diffusion. Le tout premier épisode de la première saison avait attiré 3,9 millions de téléspectateurs. HBO a aussi confirmé le retour de l'acteur Peter Dinklage dans la série. Aucune information n'a été donnée quant à la date de diffusion du premier épisode de la saison quatre, mais certaines rumeurs laissent croire que la nouvelle saison débutera au printemps 2014.

Agence France presse

Cavalia est invitée chez Jay Leno

La troupe du spectacle Odysséo de l'entreprise montréalaise Cavalia sera jeudi au Tonight show de Jay Leno Le populaire animateur américain, qui a déjà reçu plusieurs artistes du Québec comme Céline Dion, André-Philippe Gagnon et le Cirque du Soleil, accueillera une vingtaine d'artistes du spectacle dans son émission diffusée sur la chaîne télévisée américaine NBC. Chevaux, cavaliers, acrobates et musiciens présenteront une prestation de cinq minutes, spécialement conçue pour l'événement, pour permettre aux téléspectateurs d'imaginer l'univers particulier d'Odysséo. Le deuxième spectacle de Cavalia se produit présentement à Los Angeles avant de revenir à Laval où deux semaines de supplémentaires ont été annoncées.Établie à Montréal, Cavalia exploite deux spectacles distincts en tournée, "Cavalia" et "Odysséo".

La Presse canadienne

THÉÂTRE

Quand les silences ouvrent les horizons

YESSICA PAOLA VALDERRAMA CHAVEZ

La dernière interview commence sur un extrait de la véritable entrevue de l'auteur, Jean Genet, avec Nigel Williams, un journaliste de la BBC. Il s'ensuit un long silence pendant lequel le public ne comprend pas ce qu'il se passe. On sent le malaise s'installer. Quelques minutes plus tard, enfin l'acteur principal, Dieudonné Niangouna, commence enfin à parler pendant qu'il est assis dans les estrades, parmi le public. Cette alternance entre répliques et silences donne son aspect unique à cette pièce. Cela prend un bon trente minutes avant qu'on comprenne exactement le jeu des acteurs. Catherine Boskowitz joue le rôle de la journaliste qui interview Jean Genet, mais aussi Dieudonné Niangouna.

Ce dernier interprète avec brio son personnage et fait un parallèle très intéressant entre sa propre vie et celle de l'auteur français. Avec des anecdotes rigolotes sur son pays d'origine, le Congo, il nous expose un tout autre point de vue sur les conséquences de la colonisation française en Afrique, mais aussi sur toute la question de la langue et de la culture. Une pièce qui nous fait réfléchir et nous permet d'ouvrir nos horizons.

L'Atelier



AUDREY DUPRAS

Les décors plutôt simplistes de la pièce ont mis de l'avant le talent de comédien de Dieudonné. Niangouna.

La dernière interview

Conception et mise en scène: Catherine Boskowitz
Avec Dieudonné Niangouna et Catherine Boskowitz
Création sonore: Benoist Bouvot
Création lumière: Laurent Vergnaud
Conception scénographique: Jean-Christophe Lanquetin
Régisseuse: Claire Dereeper
Production: Compagnie abc

À l'Espace Libre du 2 au 16 avril 2013

ACTUALITÉS

ONU

SUITE DE LA PAGE 1

mentation nationale pour contrôler les transferts d'armes.

Le document veut que chaque pays évalue, avant toute transaction, si les armes vendues risquent d'être utilisées pour contourner un embargo international, commettre des *«violations graves»* des droits de l'homme, ou être détournées au profit de terroristes ou de criminels. Si c'est le cas, la transaction ne doit pas être autorisée.

Ce traité est le premier texte international majeur sur le désarmement depuis l'adoption du traité sur l'interdiction des essais nucléaires de 1996.

«Le monde a attendu longtemps ce traité historique, qui peut empêcher que des armes aient à des pays où elles seront utilisées pour commettre des atrocités», a déclaré Brian Wood, responsable du dossier à Amnistie internationale. Il a estimé possible que des États qui se sont abstenus puissent *«changer d'avis»* dans le futur.

Agence France-Presse

APPELS

SUITE DE LA PAGE 1

conscription, tout comme ceux de près de 200 autres comtés électoraux à travers le pays, s'étaient plaints d'avoir reçus des appels leur faisant croire que leur bureau de vote avait été déplacé.

La semaine dernière, Sona a déclaré que les dirigeants du parti voulaient l'utiliser comme bouc émissaire. Son avocat, Norm Boxall, y est allé du même genre d'allégations hier.

«Si le gouvernement voulait vraiment que le public soit complètement informé et que la question des appels trompeurs soit réglée, une enquête publique serait convoquée au lieu d'une accusation envers un seul individu qui avait un rôle subalterne dans une seule campagne et qui n'avait évidemment pas les ressources et l'accès aux données pour faire les appels frauduleux», a souligné l'avocat dans un courriel.

«Même si l'accusation est décevante, elle représente une possibilité pour M. Sona de répondre enfin à ces allégations devant la cour, et non par l'entreprise des médias, et de résoudre cette affaire une fois pour toutes», a-t-il ajouté.

Réactions

Le Parti conservateur, par la bouche de son porte-parole Eric DeLorey, a déclaré que son parti était satisfait de l'accusation portée à l'endroit de M. Sona et qu'il avait toujours collaboré avec Élections Canada afin d'aider l'enquête de cet organisme. Le parti au pouvoir a aussi tenu à préciser qu'il avait mené en 2011 «une campagne propre et éthique et qu'il ne tolérait pas de telles activités» et que ceux qui avaient participé au système d'appels frauduleux *«ne joueront aucun rôle dans de futures campagnes»* électorales.

De leur côté, ni Élections Canada ni le bureau du procureur n'ont voulu commenté davantage l'affaire.

Selon la CBC, la première apparition de Sona à la cour de Guelph aura lieu le 3 mai prochain, deux ans et un jour exactement après les élections controversées.

La Presse canadienne

GÉNIE CIVIL

SUITE DE LA PAGE 1

faire la part des choses. Quand SNC-Lavalin affiche une offre, il n'y a pas de baisse de candidatures.» Un point de vue que partage Simon Constantineau, qui ne se dit pas influencé par les révélations de la commission sur son choix d'employeur.

Pour d'autres étudiants comme David Rizk, c'est une question d'offre. *«Si j'ai le choix entre SNC-Lavalin ou une autre entreprise qui n'a rien à se reprocher, je vais y aller avec l'autre.»* L'étudiant précise que son point de vue est généralisé chez quelques-uns de ses collègues.

Les étudiants gardent tout de même le moral. *«Tout le monde applique sur les offres. On s'encourage lorsqu'un d'entre nous est convoqué pour une entrevue»*, rassure Simon Constantineau.

L'Atelier

Les coûts indirects sont en hausse à la Défense

Ottawa — Les dépenses pour les frais administratifs du quartier général de la Défense nationale ont augmenté de 27% au cours de la première moitié de la dernière année budgétaire. Le gouvernement Harper avait pourtant annoncé des réductions dans les coûts indirects, indiquent les derniers estimés trimestriels du Bureau parlementaire du budget.

Les données portent sur les six premiers mois de l'année budgétaire 2012-2013 et comparent les dépenses avec celles des années précédentes.

Le premier ministre Stephen Harper a insisté à plusieurs reprises depuis l'année dernière sur la réduction des coûts administratifs qui devrait être la première priorité du ministère de la Défense.

Les projections budgétaires indiquent toutefois que c'est l'inverse qui a lieu: les dépenses sur des services internes et la gestion immobilière devraient augmenter alors qu'il y a eu des réductions majeures à la surveillance et dans les activités de l'armée comme la formation, les opérations internationales et la gestion environnementale.

Le calcul final pour la dernière année budgétaire ne sera pas disponible avant le mois d'août.

Un porte-parole du ministère de la Défense, Robert Hawgood, a fait valoir dans un courriel qu'il pouvait être trompeur de comparer les chiffres d'année en année. Il a ajouté que les coûts indirects pouvaient être cycliques tandis que les priorités changeaient.

La Presse canadienne

Des profs bénévoles, les étudiants en raffolent

Une école alternative pour adultes à troubles d'apprentissage enregistre un taux de réussite de 80%

AMARILYS PROULX

«C'est la première fois qu'on aime l'école !» s'exclament les étudiants de l'école Félix-Antoine. Cette école secondaire pour adultes située au nord de Montréal est unique en son genre. Les étudiants ont 18 ans, 35 ans et parfois même soixante ans. À chacun son histoire. Certains ont des troubles d'apprentissage qui n'ont jamais été diagnostiqués, d'autres ont dû quitter l'école secondaire à cause d'une dépression ou pour s'occuper d'un membre de leur famille. Tous sont d'accord pour dire que l'école spécialisée d'éducation aux adultes fondée par Denyse Mayano en 1996 a changé leur vie.

À Félix-Antoine, tous les enseignants et intervenants sont bénévoles. Les horaires sont flexibles pour s'adapter aux horaires particuliers des étudiants. Les lunchs sont fournis par Moisson Montréal. Bref, tout est mis en œuvre pour permettre aux étudiants adultes d'enfin terminer leur secondaire dans les meilleures conditions possibles.

«Beaucoup d'étudiants souffrent de troubles d'apprentissages qui n'ont jamais été diagnostiqués, ce qui a rendu leur parcours beaucoup plus difficile, et qui les a par le fait même, souvent découragés d'aller à l'école», explique Mathilde, étudiante à la maîtrise à l'Université de Montréal, qui enseigne bénévolement le français de niveau secondaire quatre, une journée par semaine.

Pour certains étudiants, comme Franck Capa, cette école fait toute la différence. Après avoir essayé l'éducation aux adultes traditionnelle, où le modèle d'éducation par modules ne lui permettait pas de réussir, il a enfin trouvé *«non seulement une école, mais une famille»*. Pour lui, la différence réside dans l'implication des enseignants bénévoles. *«Dans une école normale, on doit étudier chacun dans son propre livre et rendu à l'examen, on doit tout comprendre. Si on a besoin d'aide, c'est notre problème. À Félix-Antoine, Denyse Mayano (la fondatrice de l'école) et les autres bénévoles nous accompagnent et adaptent leur enseignement à nos besoins particuliers.»* En un an, Franck a fait des progrès considérables. Il est passé du secondaire trois au secondaire cinq et a enfin vaincu sa bête noire qu'était le français, ce qu'aucune autre école n'avait réussi à faire auparavant. Lorsqu'il obtiendra son diplôme d'études secondaires, il veut faire un Diplôme d'études professionnelles en dessin du bâtiment.

Il n'est pas le seul. Une des preuves vivantes de la réussite de l'école se trouve en la personne de Mélanie, nous explique Denyse Mayano, directrice retraitée de l'école secondaire Vanguard et fondatrice de l'école spécialisée Félix-Antoine. *«Elle a terminé son secondaire cinq avec nous il y a quelques années, pour ensuite se diriger au CÉGEP et elle complète maintenant des études universitaires à l'Université du Québec à Montréal, tout en continuant à donner de son temps comme administratrice bénévole ici »*, raconte-elle.



DAVID DUFRESNE-DENIS L'ATELIER

L'école Félix-Antoine offre un enseignement et un encadrement adapté selon les besoins de leurs étudiants.

Avec un taux de réussite de plus de 80%, l'école qui accueille une quarantaine d'étudiants par année doit, faute de moyens financiers, refuser une cinquantaine de candidatures chaque année. L'école Félix-Antoine ne demande qu'une contribution symbolique de la part de ses étudiants, qui viennent souvent de milieux défavorisés. Elle ne dispose d'aucun financement de la part du gouvernement.

Les établissements d'éducation aux adultes sont normalement financés par leurs Commissions scolaires respectives. Pourtant, l'école Félix-Antoine tombe dans une des *«craques du système»*. Bien qu'elle soit accréditée, et donc autorisée à dispenser un enseignement et à faire passer les examens ministériels, elle n'est pas subventionnée par le ministère de l'éducation. Pourquoi ? *«Parce qu'on y dispense un enseignement individualisé avec beaucoup d'encadrement, jugé trop coûteux s'il était généralisé à travers la province,* explique Denyse Mayano. *La totalité du budget de l'institution scolaire provient donc de campagnes de financement et de dons de particuliers. Chaque année, on fait le pari que l'école pourra continuer d'opérer grâce à la générosité de sympathisants, mais on se demande toujours si on réussira en rouvrir en septembre »*, explique-elle.

L'Atelier

La rédaction de L'Atelier

***Chefs des nouvelles**: Simon Dansereau*
***Chef de pupitre**: Sophie Gillig*
***Pupitreurs**: Martin Blais, Annabelle Baillargeon, François Massicotte, Rachid Issoulaimani, Laura Pelletier*
***Journalistes**: Alexandra Piché, Amine Malki, Aminata Westwiick, Frédéricke Chong, Olivier Lefebvre, Yessica P.V. Chavez, Giuliana Contavalli, Mame Diarra Senghor, Francis Dufresne, Julien Lamoureux, Jean-François Téotonio, Émilie Chevrette, Guillaume Thibault, Charles Boutaud*
***Chroniqueur**: Étienne Brière*
***Éditorialiste**: Amarilys Proulx*
***Photographes**: David Dufresne, Félix Delage-Laurin*